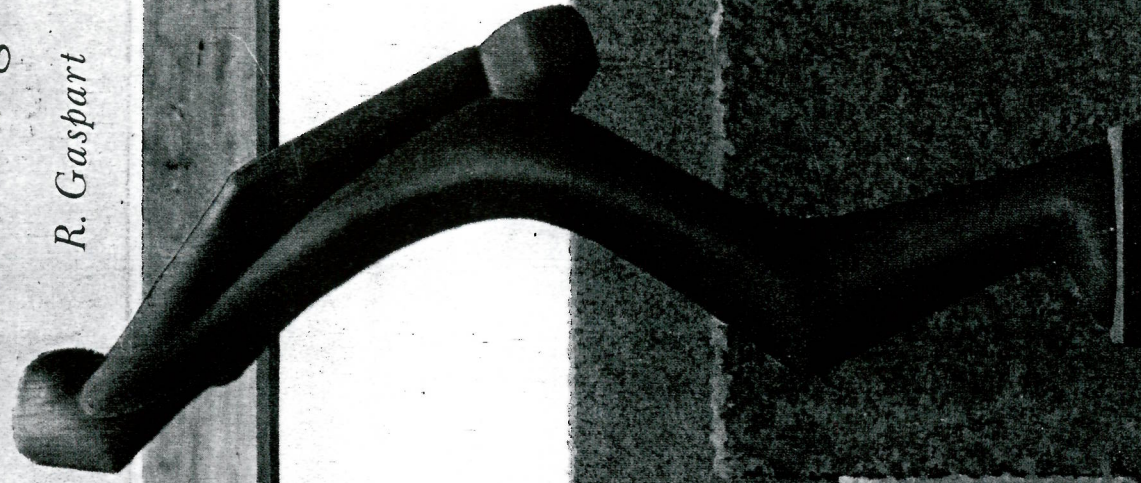


*Der Streik  
im Hauptpostamt  
Luxemburg*

*R. Gaspart*



*1942*

*1.*

*Sept.*

**Amicale des PTT**





A  
NOS COLLEGUES  
HEROS ET MARTYRS  
1940-1945



## MESSAGE

L'ignoble décret imposant le service militaire obligatoire dans la Wehrmacht aux classes 1920 à 1924, et rendu public par le Gauleiter Simon le dimanche 30 août 1942, sous les applaudissements frénétiques de toutes les formations fanatisées du régime hitlérien réunies au hall d'exposition à Luxembourg-Limpertsberg, solennellement et de façon provocante décoré de gigantesques oriflammes à croix gammée, a soulevé à travers le pays tout entier une immense vague de colère, de haine et de révolte contre les nazis et leurs félons collaborateurs. Sacrifier nos jeunes dans l'uniforme ennemi, non mille fois, non! Une grève, dont le principe stupéfie le monde et dont l'ampleur surprend l'occupant, c'est la cinglante réplique spontanée à cette inqualifiable violation du droit international.

Une grève en pleine guerre de la part d'un petit pays, les seigneurs du 3<sup>e</sup> Reich, dominant souverainement l'espace européen de la Vistule à l'Atlantique, ne peuvent l'admettre. Aussi le mouvement de révolte est-il sauvagement étouffé dans le sang avec une démoniaque diligence. La loi martiale, à peine décrétée, les condamnations à mort prononcées par les tribunaux spéciaux étant suivies d'exécutions immédiates, 21 parmi les plus braves, dont 2 postiers, sont impitoyablement abattus par les balles des pelotons d'exécution dans la sinistre forêt de Hinzert.

La plaque commémorative «A nos Héros et Martyrs», inaugurée officiellement le 11 octobre 1982 au hall d'entrée de l'Hôtel des Postes à Luxembourg lors de la commémoration du 40<sup>e</sup> anniversaire de la grève de 1942, et présentant «St Georges terrassant le dragon» - un bronze d'Auguste Trémont -, voudrait rendre hommage au sacrifice suprême de nos morts et témoigner que la victoire sur le nazisme est dû à ceux aussi qui ont combattu les mains nues pour le respect du droit, de la justice, de l'honneur et de la vérité.

Cette commémoration est due à l'initiative de l'Amicale des PTT et a bénéficié des conseils avisés de M. Narce Lutz, directeur adjoint de l'Administration des Bâtiments Publics. Elle eut lieu en présence de Monsieur Aloyse Rath, Commissaire à la Résistance.



En dehors des postiers Nicky Konz et Jean Schroeder, froidement fusillés les 3 et 4 septembre 1942, 9 membres du personnel des PTT ayant fait avec bien d'autres la grève à la poste centrale de Luxembourg-Ville, ont été traduits devant le Standgericht et ont été condamnés avec 56 autres Luxembourgeois grévistes à des peines diverses. Ils ont appris, comme des milliers de compatriotes que le régime nazi ne connaît que le fouet et la torture pour ceux qui osent lui résister.

Le présent récit relatant magistralement l'émouvante odyssée des neuf infortunés jeunes postiers ayant miraculeusement échappé à la mort par fusillade, mais dont, hélas, pas moins de six ont succombé dans la suite aux affres de la guerre et des camps d'internement, nous font revivre d'une façon saisissante l'horreur de ces nuits de septembre, nuits d'angoisse et de terreur, où - pour parler avec Pierre Frieden - Dieu lui-même semblait absent à l'univers, où Satan seul semblait régner sur les hommes.

Que Monsieur Roger Gaspard et tous ceux qui lui ont apporté leur aide précieuse à l'élaboration de cette publication de haute valeur historique soient bien vivement remerciés.

Nos remerciements vont également au comité de l'Amicale des PTT sous l'égide duquel la présente publication a vu le jour.

Puisse cette publication nous rappeler que ce n'est qu'unis que nous sommes forts et qu'à force de demeurer solidaires les postiers pourront de même faire front victorieusement aux grandes tâches qui, en cette période de crise économique plus encore qu'aujourd'hui, attendent d'être accomplies par les P et T au service du pays tout entier.

Joseph HEINEN  
Directeur de l'Administration  
des Postes et Télécommunications

Josy BARTHEL  
Ministre des Transports,  
des Communications et de  
l'Informatique

## L'Amicale des PTT

Depuis sa création, il y a trente-cinq ans, l'Amicale des PTT a maintenu vivante la mémoire des postiers qui dans les moments les plus douloureux, mais aussi les plus héroïques de l'histoire de notre pays, ont subi cruellement les affres d'une guerre criminelle.

L'Administration des Postes et Télécommunications dont les ramifications s'étendent jusque dans les plus petits villages par des contacts quotidiens avec l'ensemble du pays, est solidement enracinée dans la population luxembourgeoise.

Il n'est dès lors pas étonnant que les sentiments hostiles du pays à l'égard de l'occupant nazi étaient réfléchis et même amplifiés au point de confluence de toutes ces ramifications, c.-à-d. au bureau central de Luxembourg. La publication des prescriptions prévoyant l'enrôlement de force de la jeunesse luxembourgeoise dans l'armée du Reich a porté ces sentiments à l'exaspération et a déclenché une grève spontanée du personnel de ce bureau.

Ce grand mouvement de solidarité des postiers avec le pays s'est doublé d'un élan de solidarité des postiers entre eux. La grève était un mouvement dans lequel se reconnaissent les postiers de toutes les carrières. Les événements et leurs conséquences tragiques ont forgé une amitié solide entre les postiers, qui s'est concrétisée jusqu'à la fin de la guerre par des actions de solidarité avec les victimes.

De cet esprit de corps et d'amitié renforcé est issu dès la fin de la guerre l'Amicale des PTT.

Au-delà des fonctions hiérarchiques que peuvent occuper les uns et les autres, au-delà des tensions que la vie professionnelle peut susciter entre les uns et les autres, l'Amicale s'efforce de cultiver et de propager dans les générations actuelles et futures de postiers, ces mêmes sentiments de solidarité, d'appartenance à une grande famille, dont les présents témoignages donnent l'exemple et une preuve éclatante.

L'Amicale tient donc à exprimer sa profonde gratitude aux auteurs de ces récits, spécialement à notre ami Roger Gaspard, ainsi qu'à tous ceux qui ont contribué à la publication de cet ouvrage commémoratif.

KIHN Paul  
président de l'Amicale des PTT



## AVANT – PROPOS

Voilà enfin terminée la rédaction de mes souvenirs des jours pénibles et mouvementés que j'ai vécus en compagnie de mes collègues pendant les jours précédant et suivant la grève du 1<sup>er</sup> septembre 1942. Je me suis attelé à cette tâche en constatant le grand intérêt que beaucoup de jeunes gens, passant par mon bureau, y prenaient, et le peu de témoignages écrits existants et ayant pour sujet la grève de la Poste Centrale. Etant mêlé directement à beaucoup d'épisodes de ces journées exaltantes et tragiques, je suis resté sur ma faim, en septembre 1982, lors de l'évocation de ces événements dans la presse écrite et parlée. Surtout l'émission à la radio ne m'a pas satisfait. Le récit était surtout basé sur les actes et témoignages tels qu'ils ont été déposés lors du procès des criminels de guerre (Standgericht-Prozess) en 1951. Or, à ce moment-là, il s'agissait surtout de faire condamner les Hartmann, Drach et consorts, en montrant qu'ils se sont acharnés sur des gens certes courageux mais isolés, sans organisation et sans soutien, ou bien sur des jeunes têtes brûlées.

Or, ce n'était absolument pas cela. Je veux apporter mon témoignage et celui de mes collègues pour montrer que cette grève à la Poste Centrale n'était sûrement pas l'oeuvre de quelques écervelés mais plutôt un acte volontaire et spontané de résistance d'un très grand nombre de personnes, jeunes et moins jeunes, entraînant tout le personnel dans la révolte.

En lisant le texte qui va suivre, on verra que cette grève qui n'était effective que pendant à peine une heure, n'était qu'un maillon dans la chaîne de beaucoup d'actes isolés ou collectifs de résistance et de sabotage. Les victimes condamnées étaient pour la plupart interchangeableables. La Gestapo a fait à un moment donné de l'enquête un choix et elle s'y est tenue jusqu'au bout.

Le récit est basé sur les événements tels que je me les rappelle aujourd'hui. Beaucoup de scènes restent gravées à jamais dans ma mémoire, mais sans les témoignages de mes collègues j'aurais dû renoncer à cette publication. Car, quarante ans après les événements, la mémoire peut nous jouer des tours et mes amis et moi avons dû nous concerter maintes fois pour retrouver la suite chronologique des épisodes. Malgré nos soins méticuleux il reste sûrement des indications imprécises ou erronées. C'est pourquoi ce texte ne constitue nullement un ouvrage historique, mais surtout un récit de souvenirs d'un événement d'il y a quarante ans.



Je remercie chaleureusement mes collègues et amis Marcel Klopp, Justin Poos, Jean-Pierre Ensch, Marcel di Marco, Marcel de la Hamette, Willy Martin, Pierre Theisen et Jacques Nicks dont le témoignage est repris dans le texte ainsi que Armand Schroeder, Pierre Rettel et d'autres, qui, par leur témoignage et par leur collaboration, ont contribué à la réalisation de cet ouvrage. Afin de ne pas nuire à la continuité du récit et d'éviter les répétitions, j'ai dû faire un recoupage et une sélection dans les divers témoignages.

Ma gratitude va de même à M. Aloyse Raths, Commissaire à la Résistance qui, par ses conseils judicieux, m'a fortement encouragé et qui a mis à notre disposition des documents du Conseil National de la Résistance.

Un grand merci également aux services compétents de la Direction des Postes, Service du Matériel et de l'Imprimerie, qui ont efficacement aidé à la réalisation de cette brochure.

Le plus grand mérite revient cependant au comité de l'Amicale des PTT, à son sympathique président M. Paul Kihn, à son secrétaire infatigable Roger Ries ainsi qu'au dynamique trésorier Max Goebel. Leurs conseils judicieux, leurs encouragements amicaux et leur aide désintéressée et précieuse m'ont fortement encouragé à persévérer dans la tâche difficile de la rédaction du récit.

Afin d'associer tous les prisonniers du camp de Ruwer à cette évocation des suites du décret sur l'enrôlement de force, j'avais demandé à mon camarade d'infortune Gil Mandy de nous faire revivre un peu ce camp. Ce qu'il a fait d'un trait de plume magistral. Je l'en félicite vivement.

Un témoignage dramatique nous a été fourni par Max Goebel et que j'ai placé à la suite du récit. C'est en quelque sorte l'épilogue du drame de la grève vécu par une des familles le plus durement touchées.

Novembre 1982

Roger Gaspart

## E Wuerd am Numm vum Conseil National de la Résistance

Datt 40 Joër no de grujhelechen Ereegnësser vum Zweete Weltkrich d'Undenken un d'Streikaffer nach nët verblatzt as, dat beweist watfir eng grouss Bedäitong dës Period vun eiser Geschicht fir d'Lëtzebuurger Natioun huet.

D'Resistenz géint den Nazismus koom aus alle Kreesser vum Land, aus alle Populatiounsschichten, aus alle Berufsgruppen. Och eis Postjeën hun hire Mann gestallt an dem Occupant de Bass gehal. Nët ëmsoss huet déi vum Gauleiter Simon decretéiert «Beamtenumschulung» matt de Postjeën hiren Ufank gemaach. Vum 25. August bis den 13. September 1940 sin déi éischt vun hinnen op Traben-Trarbach geschéckt gin. Mä déi Rééducation muss nët vill gedéngt hun, goufen dach schon ugaangs 1941 déi éischt Beamten ofgesat, dorënner och eng 20 Postjeën. Verschiedener vun hinnen hu missen op Wittlech op d'Autobunn schaffe goën oder goufen an Däitschland strofversat.

Dat Schlimmst ower sollt eréischt 1942 iwver d'Postjeë sou gudd wéi iwver all Lëtzebuurger erabriechen. Wéi de Gauleiter déi jong Lëtzebuurger fir d'preisesch Wehrmacht zwangsrecrutéiert huet, dun as déi grouss Revolt ausgebrach. Um Generalstreik vum 31. August bis den 2. September 1942 hun d'Postjeë sech ganz activ bedeelegt. Dat beweisen och d'Zuele vun hire Victimen. Zwéi vun hinnen (Nicky Konz an Armand Schroeder) goufe virum Standgericht zum Doud veruurtelt an zu Hinzert erschoss. Fir 9 jong Postbeamten hat de Staatsanwalt Drach och d'Doudesstrof verlaangt, si koumen ower duerch e glécklechen Émstand matt Prisong oder KZ dervun. Am ganze goufen 22 Postjeën an d'Kazetter verschleeft, wouvun der 6 do ëmkoumen. 10 aner koumen a Prisongen, wou der 2 hiert Liewe gelooss hun. 26 Familien aus hire Reie goufen ëmgesidelt. 4 Postjeë woren am Maquis, 5 an den alliierten Arméien; 2 sin der an der Lëtzebuurger Miliz gefall.

Wann een des impressionnant Zuele liest, da muss een et begréissen, datt d'Amicale vun de Postjeën drop gehalten huet, een Deel aus der Resistenzgeschichte vun dëser ganz sympathescher Berufsgrupp néierzeschreiwën. Dës intressant Broschür as dem Undenke geweit, dat mir vun eisen Doudegen a vun alle Sacrifisser aus enger schroër Zäit behale wëllen. Mir vernäipen äis virum Courage vun all denen déi deemols bereed wore fir d'Heemecht anzestoën an domatt derzou bäigedroën hun, eis Fräiheet an Onofhängegkeet ze sécheren.

Aloyse RATHS

Commissaire à la Résistance



# Verordnungsblatt für Luxemburg

Herausgegeben vom Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg  
Einzelpreis 20 Pfg.

1942	Ausgegeben in Luxemburg, den 31. August 1942	Nr. 49
	<b>Inhalt</b>	<b>Seite</b>
30. 8. 42	Verordnung über die Wehrpflicht in Luxemburg.	253
30. 8. 42	Anordnung über wehrpflichtige Jahrgänge in Luxemburg. Bekanntmachung über die Regelung der Staatsangehörigkeit mit Anhang (Verordnung über die Staatsangehörigkeit im Elsaß, in Lothringen und in Luxemburg).	253
29. 8. 42	Anordnung über die Staatsangehörigkeit in Luxemburg.	254
		255

## Verordnung über die Wehrpflicht in Luxemburg.

Vom 30. August 1942.

Auf Grund der dem Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg erteilten Ermächtigung wird für dessen Bereich verordnet:

### § 1

Für diejenigen deutschen Volksgenossen in Luxemburg, die den durch besondere Anordnung festzusetzenden Jahrgängen im Elsaß, in Lothringen und in Luxemburg die Wehrpflicht in der deutschen Wehrmacht eingeführt.

### § 2

(1) Die einberufenen Wehrpflichtigen unterliegen den für deutsche Soldaten geltenden Bestimmungen.

### § 3

Die zur Durchführung dieser Verordnung erforderlichen Rechts- und Verwaltungsvorschriften erläßt der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg.

### § 4

Diese Verordnung tritt am Tage nach der Verkündung in Kraft.

Der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg

Gustav Simon  
Gauleiter.

## Anordnung über wehrpflichtige Jahrgänge in Luxemburg.

Vom 30. August 1942.

Auf Grund des § 1 der Verordnung über die Wehrpflicht in Luxemburg vom 30. August 1942 (VBl. f. Lux., S. 253) wird folgendes angeordnet:

### I.

Der Wehrpflicht unterliegen die Angehörigen der Geburtsjahrgänge 1929 bis 1931.

### II.

Alle Angehörigen dieser Jahrgänge, die am 10. Mai 1940 die luxemburgische Staatsangehörigkeit allein oder neben einer anderen Staatsangehörigkeit besaßen, haben und angehöriten bis zum 31. August 1942 noch nicht mittels Stammblatt zum Arbeitsdienst oder Wehrdienst erfaßt worden sind, oder

2) seit dem Tage der Erfassung ihr Wohnungsgeständniß haben, bis 15. September haben sich in der Zeit vom 1. bis 15. September

Luxemburg, den 30. August 1942

Der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg  
Gustav Simon  
Gauleiter.

## Bekanntmachung über die Regelung der Staatsangehörigkeit.

Vom 30. August 1942.

Im Einvernehmen mit dem Chef der Zivilverwaltung hat der Reichsminister des Innern die nachstehende, im Reichsgesetzblatt Teil I Seite 533 abgedruckte Verordnung über die Staatsangehörigkeit im Elsaß, in Lothringen u. in Luxemburg vom 23. August 1942 erlassen, die hiermit für den Bereich des Chefs der Zivilverwaltung in Luxemburg verkündet wird.

Luxemburg, den 30. August 1942.

Der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg

Gustav Simon  
Gauleiter.

## Verordnung über die Staatsangehörigkeit im Elsaß, in Lothringen und in Luxemburg.

Vom 23. August 1942.

Auf Grund des § 1 Abs. 3 der Verordnung zur Regelung von Staatsangehörigkeitsfragen vom 20. Januar 1942 (Reichsgesetzbl. I S. 40) wird folgendes verordnet:

### § 1

(1) Diejenigen deutschstämmigen Elsässer, Lothringer und Luxemburger erwerben von Rechts wegen die deutsche Staatsangehörigkeit

a) zur Wehrmacht oder zur Waffen-SS einberufen sind oder werden oder

b) als bewährte Deutsche anerkannt werden.

(2) Im Falle des Abs. 1 Buchst. a ist oder wird die Staatsangehörigkeit mit dem Tage des Eintritts in die Wehrmacht oder die Waffen-SS im Falle des Abs. 1 Buchst. b mit dem Tage der Anerkennung erworben.

### § 2

(1) Der Erwerb der Staatsangehörigkeit nach § 1 erstreckt sich auf die Ehefrau, sofern die Ehegatten nicht dauernd getrennt leben. Er erstreckt sich ferner auf die minderjährigen Kinder; ausgenommen sind jedoch Töchter, die verheiratet sind oder waren.

(2) Im Falle des § 1 Abs. 1 Buchst. a kann innerhalb drei Monate nach der Einberufung, im Falle des § 1 Abs. 1 Buchst. b bei der Anerkennung bestimmt werden, daß Ehefrauen oder Kinder an dem Erwerb der Staatsangehörigkeit nicht teilnehmen, weil sie die hierfür erforderliche Eignung nicht besitzen.

### § 3

(1) Durch besondere Anordnung kann bestimmt werden, daß diejenigen deutschstämmigen Personen, die die Staatsangehörigkeit nach § 1 oder § 2 erwerben, die Staatsangehörigkeit auf Widerruf erlangen; in der Anordnung ist der Zeitpunkt festzulegen, von dem ab der Erwerb der Staatsangehörigkeit auf Widerruf von Rechts wegen eintritt.

(2) Innerhalb zweier Jahre seit diesem Zeitpunkt können diejenigen Personen bezeichnet werden, die an dem Erwerb der Staatsangehörigkeit auf Widerruf nach Abs. 1 nicht teilgenommen, weil sie die hierfür erforderliche Eignung nicht besitzen.

### § 4

(1) Der Erwerb der Staatsangehörigkeit auf Widerruf kann nur binnen 10 Jahren widerrufen werden. Auf die Geltendmachung des Widerrufs kann bei voller Bewährung bereits vorher verzichtet werden. Im Falle des Widerrufs geht die Staatsangehörigkeit mit der Zustimmung oder öffentlichen Bekanntgabe des Widerrufs verloren. Wird auf die Geltendmachung des Widerrufs verzichtet, so tritt der endgültige Erwerb der Staatsangehörigkeit mit der Bekanntgabe der Verzichtserklärung ein.

(2) Der Widerruf erstreckt sich, soweit dies nicht im Einzelfall ausgeschlossen wird, auf

a) die Ehefrau und

b) die minderjährigen Kinder.

## VERORDNUNG

über die Wehrpflicht in Luxemburg. Vom 30. August 1942.

Auf Grund der dem Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg erteilten Ermächtigung wird für dessen Bereich verordnet:

I

Für diejenigen deutschen Volkszugehörigen in Luxemburg, die den durch besondere Anordnung festzulegenden Jahrgängen angehören, wird die Wehrpflicht in der deutschen Wehrmacht eingeführt.

## ANORDNUNG

über wehrpflichtige Jahrgänge in Luxemburg. Vom 30. August 1942.

Der Wehrpflicht unterliegen die Angehörigen der Geburtsjahrgänge 1920 bis 1924.

Vierzig Jahre sind es her seit der Veröffentlichung im «Verordnungsblatt für Luxemburg» obiger schicksalschwerer Zeilen. Sie brachten für uns Luxemburger unsagbares Leid. Tod, KZ, Deportation waren die Folgen des Aufgebrens der Luxemburger Bevölkerung. Denn überall im Lande kam es zu Arbeitsniederlegungen, Streiks und Protestmanifestationen.

So auch im Postamt Luxemburg-Stadt. Ich erlebte diese Tage als Beamter dieses Amtes und stand mit einigen anderen Kollegen im Zentrum der Ereignisse. Jetzt, vierzig Jahre später, will ich versuchen, in Zusammenarbeit mit anderen Zeugen, meine Erinnerungen über das damals Erlebte niederzuschreiben. Leider sind die meisten der mit in den Strudel hineingerissenen Kollegen und Mitsstreiter nicht mehr unter den Lebenden. So mancher ist im Krieg gefallen, viele nach dem Kriege verstorben.

Wir schreiben das Jahr 1942. Hitler, der 1941 in Russland eingefallen ist, gibt sich am Anfang des Jahres, trotz einiger Rückschläge, noch immer siegesbewusst. Sein Vertreter in Luxemburg, Gauleiter Simon, will nicht hinter seinem Herrn zurückstehen. Als überall im Lande Gerüchte auftauchen über eine bevorstehende Mobilmachung der Jugend zum Wehrdienst, hört man ihn sagen: «Das Deutsche Reich ist volkreich genug, den

Krieg aus eigener Kraft zu Ende zu führen.» Ende August verdichten sich die Gerüchte wieder. Aus Berlin wird das «Reichsgesetzblatt» verschickt, ein Vorwärtiger entdeckt darin eine Verordnung über die Staatszugehörigkeit im Elsass, in Lothringen und in Luxemburg.

*Am 23. August hatte das Reichsgesetzblatt eine Verordnung über die Zuwendung der deutschen Staatsangehörigkeit an Elsässer, Lothringer und Luxemburger gebracht. Doch blieb die Veröffentlichung im CdZ-Gebiet verboten, und die deutschen Zeitungen wurden an der Grenze beschlagnahmt. Nichtsdestoweniger war die Nachricht allgemein bekannt.*

*(P. Weber: Geschichte Luxemburgs im Zweiten Weltkrieg)*

Eine lähmende Angst beginnt sich über das ganze Land auszubreiten. Als dann noch eine «Grosskundgebung» mit Gauleiter Simon für Sonntag 30. August 1942 angesagt wird, befürchten wir das Schlimmste. Und spontan fangen die Luxemburger an, sich zur Gegenwehr zu rüsten. Auch von den Resistenzorganisationen, aus dem Untergrund, tauchen Parolen auf; man hört allgemein: «Das lassen wir uns nicht bieten, wir sind keine Preussen. Wenn man unsere Jugend einziehen will, werden wir uns wehren.»

Auf dem Postamt werden Kontakte aufgenommen mit verschiedenen Postämtern und mit anderen Verwaltungen. Ich persönlich erinnere mich an Telefongespräche mit dem Postamt Wiltz und dem Justizpalast.

*Während all dieser Tage stand ich in ständigem Kontakt mit meinem Freund Marius Pauly von der Staatsanwaltschaft. Wir tauschten gegenseitig die letzten Neuigkeiten aus und gaben die neuesten Parolen weiter.*

*(Marcel Klopp)*

Dann, auf der angekündigten Grosskundgebung am 30. August, einer Monsterversammlung der Aktivisten der Partei mit viel Verstärkung aus dem Reich, lässt Simon die Katze aus dem Sack: Für die Luxemburger der Jahrgänge 20-24 wird die Wehrpflicht in der deutschen Wehrmacht eingeführt.



Montag morgens, 31. August.

Missmutig steht das Personal herum, die Arbeit kommt nicht vom Fleck. Von Zeit zu Zeit bilden sich Gruppen, wenn jemand die letzten Neuigkeiten aus dem Land erfahren hat. In Wiltz soll gestreikt werden, weiss einer zu berichten. Ein anderer spricht von Streiks auf den Hüttenwerken. Nähert sich ein deutscher Beamter, geht jeder an seinen Arbeitsplatz zurück.

Montag nachmittags, 31. August.

Dieselbe schleppende Dienstverrichtung wie am Morgen. Die Nachrichten vom Streik in Wiltz bestätigen sich, man spricht ebenfalls von Arbeitsniederlegungen in Ettelbruck. Die Stimmung unter dem Briefpostpersonal sowie unter den Bestellbriefträgern wird immer explosiver. Immer öfters hört man jemanden sagen: «Schliessen auch wir uns doch dem Streik an. Lassen wir doch die verhassten Preussen wissen, was wir von dem Ganzen halten. «Die jüngeren Beamten fordern am lautesten eine Aktion. Das versteht sich, sind doch sie diejenigen die am ärgsten betroffen sind. Aber auch ältere Kollegen, die erwachsene Söhne und Töchter haben, protestieren nicht weniger. Doch es fehlt der zündende Funke, der zur Explosion führt. Schliesslich gehört zu einer Protestaktion oder einer Arbeitsniederlegung im Dritten Reich eine gehörige Portion Mut ... oder Verzweiflung.

Montag, 31. August, in der Nacht.

*Die Einziehung Luxemburger Staatsangehöriger zur deutschen Wehrmacht wird von der Nachtschicht viel diskutiert. Unserer ohnmächtigen Wut verleihen wir insofern Ausdruck, indem wir kaum arbeiten. Zwar werden die ankommenden Postsäcke geöffnet, die darin enthaltenen Briefschaften jedoch nur teilweise verarbeitet. Die abgehenden Postsäcke enthalten kaum Korrespondenz, werden aber abgesandt. Eine Ausnahme bilden die Briefe und Päckchen, die an Luxemburger im Arbeitsdienst gerichtet sind, welche alle das Postamt verlassen.*

*Gegen Morgen sind wir uns einig, aus der VDB auszutreten. Unsere uns aufgezwungenen Mitgliedskarten wollen wir zurückschicken.*

-12-

*Als die Morgenschicht uns ablöst und die Bestellbriefträger zum Dienst erscheinen, fordern wir alle auf, unserem Beispiel zu folgen. Max Mootz und ich nehmen uns vor allem der älteren Briefträger an, weil etliche zögern, diesen für sie vielleicht verhängnisvollen Schritt zu tun.*

*(Justin Poos)*

Dienstag, 1. September 8 Uhr.

Obschon mein Dienst erst um 13 Uhr beginnt, finde ich mich in der Briefpost ein. Ich merke gleich: Es ist Sand im Getriebe. Angekommene Postsäcke von den Landbüros sowie aus dem Ausland liegen unverarbeitet auf einem Haufen. Meine sonst um diese Zeit intensiv arbeitenden Kollegen stehen wie gestern gruppenweise zusammen und diskutieren. Die Nachtschicht, so berichtet man mir, habe die angekommene Post nur teilweise verteilt. Die abgehenden Postsäcke waren nur mit wenigen Briefbunden gefüllt, so dass die Briefverteilung im ganzen Land stocken wird. Ebenso geschah es mit der Ortsverteilung der Briefe, so dass die Bestellbriefträger der Stadt ihren Rundgang schnell beenden werden.

Dienstag, 1. September 9 Uhr.

Immer wieder kommen Meldungen oder Bestätigungen von Streikaktionen, wie eben aus Schifflingen, aus Echternach und aus Esch-Alzette. Ich rufe meinen Korrespondenten im Justizpalast an, wir tauschen die letzten Neuigkeiten aus. Ich berichte ihm von unserer Aktion zur Rücksendung der VDB-Karten.

Schon am Montag sprachen wir davon, unsere Mitglieds- oder Anwärterkarten der VDB zurückschicken. Einzelne haben es schon getan, doch an diesem Morgen werden eifrig die Karten im ganzen Gebäude eingesammelt. Verschiedene Karten sind von ihren Besitzern in der Mitte durchgerissen. Auf den meisten Karten hat der Absender in grossen Buchstaben geschrieben: «Ich verzichte auf die deutsche Staatsangehörigkeit». Fast alle Angesprochenen geben ihre Karte spontan ab, es gibt nur wenige Zögerer. Alles wird schön säuberlich in das Postfach der VDB gelegt.

-13-



1. September, 9.30 Uhr.

*Jemand meint, wir sollten die ins Postfach gelegten VDB-Karten einzeln in Umschlägen verschicken. Diese Idee scheint uns gut, wir machen uns sogleich an die Arbeit. Justin Poos, Willy Martin und ich. Einmal mit Tinte, einmal mit Kopiersift, mit rotem oder blauem Farbstift, mit Stilschrift, nach links oder nach rechts geleger Schrift, dann wieder mit Druckbuchstaben, jeder Umschlag bekommt ein anderes Aussehen, um die Schreiber nicht identifizieren zu können. Es ist ein schönes Stück Arbeit, denn es sind viele Karten, sicher weit mehr als fünfzig.*

*Da uns bald auffällt, dass einige Kollegen aus dem Gebäude wenig Begeisterung für die Rückgabe zeigen, einzelne sogar unter irgendeinem Vorwand die abgegebene Karte zurückhaben wollen, stecken wir jede einzeln in einen adressierten Briefumschlag.*

*(Justin Poos)*

Dienstag, 1. September 10 Uhr.

Das ganze Ausmass der Arbeitsverweigerer, sowie die Zahl der nicht zur Arbeit erschienenen Arbeiter und Angestellten in der Stadt Luxemburg entdeckten wir, als das Telegrafnamt uns einen ganzen Haufen Telegramme für die Zustellung aushändigte. Für die Zustellung ist die «Wertein- und Abgangsstelle» der Briefpost zuständig, welche zu diesem Zweck mehrere Telegrammzusteller zur Verfügung hat. Dieser Ein- und Abgangsdienst (von uns Käfig genannt) ist ein sehr wichtiger Posten, hat gewisse Kontrollfunktionen über den Innendienst der Briefpost und er ist durchlaufend besetzt. Dienst hat an diesem Morgen Willy Martin. Der Abgelöste vom Nachtdienst ist ebenfalls noch anwesend, es ist Justin Poos. Um 13 Uhr werde ich den Posten übernehmen. Wir wundern uns über die grosse Zahl der uns überbrachten Telegramme, worauf ein Beamter des Telegrafnamtes uns den Inhalt bekannt gibt. An alle Arbeiter und Beamten, die ihrer Arbeit ferngeblieben sind, ergeht durch die Deutsche Arbeitsfront (DAF), die Einheitsgewerkschaft, die Aufforderung, sofort an ihren Arbeitsplatz zurückzukehren, andernfalls sie mit schweren Strafen zu rechnen hätten, sogar mit der Todesstrafe. Wir legen diese Telegramme zur Seite, niemand will sie fertig machen zur Verteilung.

1. September, 11 Uhr.

Die Briefträger kommen einzeln oder in kleinen Gruppen von ihren Rundgängen zurück und informieren sich über das Neueste. Alle sind sich einig, dass zu dieser späten Vormittagszeit keine allgemeine Aktion stattfinden kann, dazu ist zu wenig Personal zugegen. Die Zeit gegen zwei Uhr, wenn sämtliche Briefträger vor dem Nachmittagsrundgang anwesend sind, ist viel günstiger.

1. September, 11.30 Uhr.

Die Ein- und Abgangsstelle trifft die Vorbereitungen zum Verschicken der Mittagspost an sämtliche Postämter im Inland. Der verantwortliche Beamte Willy Martin macht in Übereinstimmung mit dem Verteilpersonal die Sache ganz einfach. Ein Postsack wird gefüllt mit einigen grösseren Päckchen und den Begleitpapieren. Kein Briefbund, keine Einschreibsendung gelangt an diesem Mittag an die Ämter.

Inzwischen haben sich die Diensträume geleert, es geht auf Mittag zu. Ich spreche noch kurz mit unserem Luxemburger Vorgesetzten Jean Majeres. Er ist ebenfalls, wie wir alle, empört über die Handlungsweise der Nazis und billigt durchaus unsere Aktionen.

Auch ich mache mich auf den Heimweg mit dem Gefühl, etwas Positives für unsere gerechte Sache getan zu haben.

Die bis jetzt geführten Aktionen sind wohl nicht als Streik oder Arbeitsverweigerung zu betrachten, aber es ist doch bestimmt Sabotage und Aufwiegelung zum Streik. Sabotage bestimmt, denke ich nur an die schleppende Verteilung der Briefe und das Nichtabschicken der Post an die Ämter. Damit wurden ebenfalls sämtliche Postbüros auf das Geschehen aufmerksam gemacht und der Betrieb teilweise lahmgelegt.

1. September, 13 Uhr.

Ich trete meinen Dienst in der Wert Ein- und Abgangsstelle an. Es befindet sich nur wenig Personal in der Briefpost: Einige Brieffeinverteiler sowie mehrere Kollegen zum Sortieren, Stempeln und zur Abfertigung der Post, sowie zwei Kraftwagenfahrer. Die Aufsicht über das Ganze liegt bei mir, bis zum Eintreffen des Vorstehers oder seines Stellvertreters gegen zwei Uhr. Welche Verantwortung für einen achtzehnjährigen Briefträgeranwärter - meine Mitarbeiter sind Briefträger, die meisten weit älter als ich!



Die Ein- und Abgangsstelle befindet sich an einem Ende der Briefpost, in einem mit Glas und Drahtgeflecht abgetrennten Verschlag, dem «Käfig». Dort werden alle Eil-, Einschreib- und Wertsendungen abgefertigt sowie die Begleitpapiere zu der ein- und abgehenden Post behandelt. Dieser Posten ist auch verantwortlich für die Telegrammzustellung, und dort werden ebenfalls die Schlüssel des Postamtes aufbewahrt.

Von verschiedenen Postämtern des Landes kommt die Korrespondenz an. Was aber von dem Postauto abgeladen wird, ist reichlich wenig. Sicherlich angespart durch das Beispiel der ihnen durch die Morgenpost zugestellten fast leeren Säcke, haben die Ämter das Gleiche getan.

Ein fälliges Abschicken von Post an einige grösseren Ämter wird überhaupt nicht vorgenommen. Ich fülle nicht einmal Begleitpapiere aus, kein Sack verlässt das Gebäude.

Den in der Zwischenzeit noch höher gewordenen Haufen Telegramme lasse ich in einer Ecke liegen, es ist sowieso niemand zur Zustellung bereit.

1. September, 13.45 Uhr.

Einer nach dem andern treffen die Briefträger ein, um den Nachmittagsrundgang vorzubereiten. Doch es gibt eine Unterbrechung. Die Sirenen heulen. Fliegeralarm. Und was bis jetzt noch nie bei Fliegeralarm geschah, wird nun durchgeführt. Wir verlassen die Briefpost und begeben uns geschlossen in den Luftschutzbunker. Man nutzt diesen Aufenthalt zu lauten und teils heftigen Diskussionen. Man schreit seine Wut, sein Entsetzen und seine Ohnmacht und Verzweiflung heraus. Alle sind revoltiert über den illegalen Beschluss der deutschen Machthaber. Irgendwie ist jeder davon betroffen, sei es als Vater oder Bruder, sei es dass er selbst zu den zur Wehrmacht einberufenen Jahrgängen gehört.

*Meine Dienstzeit geht von 13 bis 19 Uhr, mit einer Unterbrechung von 16 bis 17 Uhr. Meine Arbeit ist die Feinverteilung der Briefe für die Ortszustellung. Seit Montag arbeitete ich mit meinen Kollegen im Schnecken tempo. Unverteilte Post lag überall herum.*

*Während des Fliegeralarms machten die Angehörigen des Postluftschutzdienstes (zu dem alle jüngeren Postbeamten eingeteilt waren), ihren vorgeschriebenen Rundgang durch das Gebäude. Ich gehörte zur eingeteilten Mannschaft. Wir*

kontrollierten das Gebäude von der obersten Etage bis hinunter zum Keller. Bei einem Blick durch ein Fenster zur Hofseite bemerkte ich meinen Kollegen Jang Schroeder wie er das Gebäude betrat. Ich wunderte mich darüber, da er dienstfrei hatte. Er war zur Frühschicht eingeteilt. Unser Rundgang führte uns durch die Briefpost zurück zum Luftschutzkeller. Gleich darauf erfolgte die Entwarnung. Bei der Rückkehr auf meinen Arbeitsplatz bemerkte ich, dass während des Alarms jemand die verteilten Briefe aus den Fächern herausgenommen und durcheinander geworfen hatte.

(J.P. Ensch)

## Memorandum der Reichsregierung an die luxemburgische Regierung

Das Deutsche Nachrichtenbüro teilt mit: Die Reichsregierung ist ausserordentlich besorgt über den Erfolg ihrer Politik der Kriegsausweitung und der Befestigung des Reichsgebietes. Die Zeit über befristetes und niederländisches Gebiet anzugreifen. Belgien und die Niederlande, die unter Bruch ihrer Neutralität insgesam seit langem auf der Seite der Gegner Deutschlands stehen, wollten diesen Angriff nicht nur verhindern, sondern begünstigen. Die Tatsachen, die den Beweis hierfür erbringen, sind im Einzelnen in einem Memorandum dargestellt, das der königlich-belgischen und der königlich-niederländischen Regierung überreicht wird und in Abschrift hier beigefügt ist.

Zur Abwehr des bevorstehenden Angriffs haben die deutschen Truppen nennmehr den Besitz erhalten. Die Neutralität dieser beiden Länder mit allen Machtmitteln des Reiches zu wahren.

Die von Frankreich und England im Einverständnis mit Belgien und den Niederlanden beschlossene Offensive wird auch das luxemburgische Staatsgebiet mitterfallen. Die Reichsregierung ist daher gezwungen, die von ihr zur Abwehr des Angriffs eingeleiteten militärischen Operationen auch auf das luxemburgische Gebiet zu erstrecken.

Der Großherzoglich-luxemburgischen Regie-

zung ist bekannt, daß die Reichsregierung bereit war, die Neutralität und Integrität Luxemburgs zu respektieren, unter der Bedingung, daß auch die übrigen Großmächte die gleiche Haltung einnehmen würden. Die Verhandlungen über die entsprechenden Vereinbarungen zwischen den beteiligten Mächten, die im Sommer 1939 vor dem Abschluß zu stehen schienen, sind damals von Frankreich abgebrochen worden. Dieser Bruch der Verhandlungen durch Frankreich findet in dem jetzt ihm gemeinsam mit den übrigen Gegnern Deutschlands gefaßten militärischen Beschlüssen eine Erklärung, die keiner weiteren Beleuchtung bedarf.

Die Reichsregierung erwartet, daß die großherzoglich-luxemburgische Regierung der jetzt durch die alleinige Schuld der Gegner Deutschlands geschaffenen Lage Rechnung trägt und die notwendigen Maßnahmen trifft, damit die luxemburgische Bevölkerung der deutschen Aktion keinerlei Schwierigkeiten bereitet. Die Reichsregierung gibt ihrerseits der großherzoglich-luxemburgischen Regierung die Versicherung, daß Deutschland nicht die Absicht hat, durch seine Maßnahmen die territoriale Integrität und politische Unabhängigkeit des Großherzogtums jetzt oder in Zukunft anzutasten.

Berlin, den 9. Mai 1940.



Als wir aus dem Luftschutzkeller zur Briefpost zurückkommen, höre ich vom unteren Teil her jemanden laut rufen: «Aufhören mit arbeiten». Es ist Léon Alf, ein junger Postfacharbeiter. Der Ruf wird von verschiedener Seite übernommen und auch befolgt, denn alle stehen wir herum, und praktisch keiner ist an seinem eingeteilten Arbeitsplatz. Das ganze Postamt gleicht einem Hexenkessel. Eine grosse Spannung liegt über allen. Man fühlt, es bedarf nur eines kleinen Funkens und es findet eine Explosion statt.

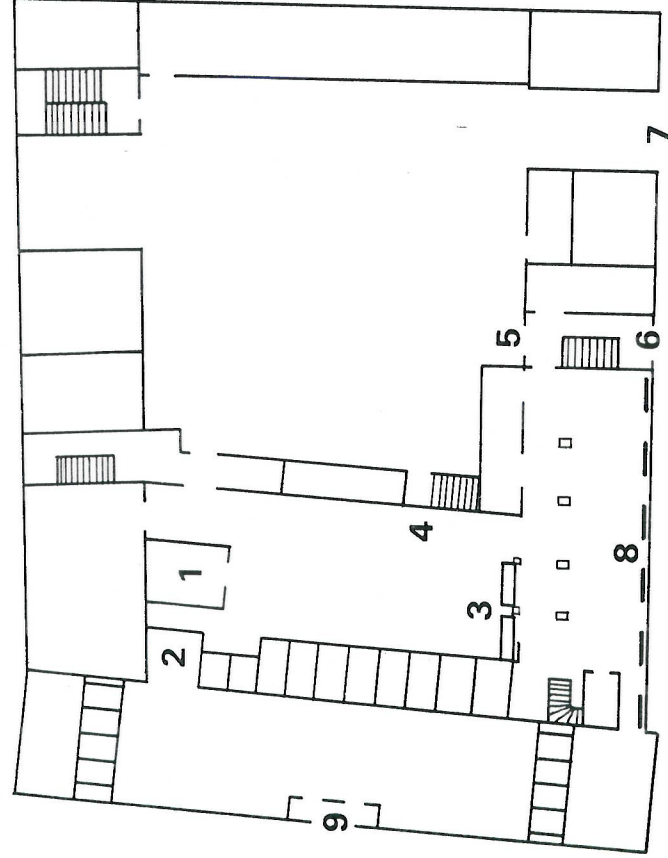
1. September, 14.15 Uhr.

*Postamtmannt Likus, von der deutschen Verwaltung als Vorsteher eingesetzt, kommt von seinem Büro im ersten Stock herunter zur Inspektion. Er schaut sich um, spricht mit unserem Luxemburger Chef Jean Majeres und verschwindet gleich wieder. Auf die Anordnung von Likus versucht Majeres uns zur Rückkehr auf unsere Arbeitsplätze zu bewegen. Aber man spürt, er will uns nicht überzeugen, es ist nur eine Alibiaktion gegenüber dem Deutschen. Immer wieder hört man den Ruf: Alles nach Hause. Im unteren Teil der Briefpost herrscht ebenfalls grosse Aufregung. Ein Teil der Briefträger will die Post in Empfang nehmen. Vor dem Verteiler herrscht grosses Durcheinander. Kein Brief liegt in den Fächern.*

*Im Hauptpostgebäude, erster Stock, wie überall, unverkennbare, wenn auch versteckte Aufregung. Das Ungewöhnliche der Atmosphäre war zu spüren.*

*In einem bestimmten Moment lief die mit Windeseile verbreitete Aufforderung durch die Reihen der Beschäftigten: «Wenn möglich alle zum Erdgeschoss, in die Räumlichkeiten der Briefpost. Dort soll gegen die Massnahme des Gauleiters protestiert werden.» Ein Teil der Belegschaft des ersten Stockwerks (Direktion und Postscheckamt) fand sich im Erdgeschoss ein, obwohl niemand so genau wusste, woher die Aufforderung kam.*

*Beim Betreten der Briefpost merkte man sofort: Ein Grossteil der Belegschaft war dem Ruf gefolgt. Die Atmosphäre war gespannt. Im ganzen Raum verstreut standen*



**Erdgeschoss des Hauptpostgebäudes, Schauplatz der meisten im Text geschilderten Episoden. 1) Wert Ein- und Abgangsstelle, der «Käfig»; 2) In eines der Postschliessfächer wurden die VDB-Karten gelegt; 3) Feinverteiler. Arbeitsplatz von Jang Schroeder; 4) Hier verlas Nicky Konz das Memorandum der Reichsregierung; 5) Treppe zum Luftschutzraum; 6) Direktionseingang. Wurde abgeschlossen; 7) Grosses Eingangstor. Wurde abgeschlossen. 8) Diese Rolläden wurden heruntergelassen; 9) Eingangstür zum Schalteraum. Wurde abgeschlossen.**



standen einzelne Gruppen von Kollegen. Sie besprachen die Ereignisse und warteten auf das was kommen sollte. Niemand wusste so recht, was uns eigentlich erwartete.

(Marcel di Marco)

Nicky Konz ist im Begriff, sein Büro im ersten Stock zu verlassen. Er macht sich auf die Suche nach Likus und vermutet ihn in der Briefpost. Sein direkter Vorgesetzter Jean Welter rät ihm davon ab, ins Erdgeschoss zu gehen. «Nicky, gehe nicht hinunter, du hast nichts in der Briefpost verloren.»

(Marcel de la Hamette)

1. September, 14.25 Uhr.

Plötzlich wird alles still im Raum. Aller Augen richten sich auf den Kollegen Nicky Konz. Ein Blatt Papier in der Hand, ging er an unserer Gruppe vorbei, bestieg einen Schemel und begann zu reden. «Kollegen, ihr wisst was uns bevorsteht. Die Preussen haben beschlossen, entgegen allem internationalen Recht, unsere Jugend zur Wehrmacht einzuziehen, und das trotz eines feierlichen Versprechens, unsere Unabhängigkeit zu wahren. Zur Illustration dieser Schandtat drängt es mich, euch den Text der Proklamation der Reichsregierung zu verlesen, die am Tage des Einmarsches in Luxemburg am 10. Mai 1940 im Namen des Führers und des Deutschen Reiches verkündet wurde.» Und Nicky las den Text vor, in welchem Führer und Reich versicherten, die Neutralität Luxemburgs auf jeden Fall zu respektieren. Der Einmarsch in Luxemburg sei eine militärische Notwendigkeit, die nichts an dem rechtlichen Status Luxemburgs ändern sollte. Einen Augenblick bloss Totenstille im Saal, dann Buh- und Protestrufe. Und schon wurden wir von den deutschen Vorstehern aufgefordert, unverzüglich unsere Arbeitsplätze aufzusuchen. Was dann auch geschah. Hatten wir doch längst die nötige Erfahrung, unseren passiven Widerstand der jeweiligen Situation anzupassen.

(Marcel di Marco)

-20-

1. September 14.25 Uhr.

Likus ist wieder da. Er geht langsam, an verschiedenen Gruppen vorbei bis zur Mitte des grossen Verteilungssaales. Bei einem dort stehenden Schreibtisch diskutiert eine kleine Gruppe meist jüngere Beamten. Der deutsche Vorsteher bleibt dort stehen und versucht, alle wieder an die Arbeit zu bringen. Es beginnt eine kleine Diskussion, wo verschiedene ihn über unsere Haltung aufklären. Likus steht einige Minuten dort, als sich mit schnellen Schritten einer seiner Beamten aus der ersten Etage nähert. Ich kenne ihn, es ist Nicky Konz. Er tritt auf Likus zu. In der Hand hält er eine Zeitung. Ohne auf die Gruppe um ihn zu achten, spricht er Likus an und sagt mit lauter Stimme: «Sehen Sie, Herr Likus, hier habe ich den betreffenden Artikel. Hier, was im «Luxemburger Wort» vom 10. Mai 1940 steht.» Konz lehnt sich an den Schreibtisch, faltet die Zeitung auseinander und verliest das Memorandum der Reichsregierung, wo in feierlicher Form die territoriale Integrität und die politische Unabhängigkeit des Grossherzogtums garantiert wird.

Ich kann mir vorstellen, dass beide oben im ersten Stock eine Diskussion hatten, worauf Konz die Zeitung im Archiv heraussuchte, dann sich gleich auf die Suche nach seinem Widersacher machte und ihn dann in der Briefpost erreichte. Ohne ihn zu unterbrechen, hat Likus zugehört.

Konz fragt Likus: «Was sagen Sie dazu, Herr Likus?»

Worauf Likus antwortet: «Darauf lasse ich mich politisch nicht ein».  
(Willy Martin)

Während der Lektüre des Artikels haben sich immer mehr Leute ringsherum versammelt und nachdem Nicky Konz noch an eine Rede des Gauliters erinnert, wo dieser erklärte, es stehe schlecht um das Deutsche Reich, wenn man die Luxemburger zum Wehrdienst heranziehen müsse, sagte er zu Likus: «So halten die Deutschen ihr Wort.» Da brechen alle in begeistertem Applaus aus. Wie von einem Bann erlöst, wird nun ein Ruf laut: «Aus Protest arbeiten wir nicht mehr. Alle verlassen jetzt das Gebäude.»

Nun geht es wie in einem Tollhaus zu. Während Likus schnellen Schrittes verschwindet, sicher um die Polizei zu alarmieren, verlassen schon die ersten Briefträger das Gebäude. Sie gehen hinaus auf ihren Rundgang ohne Briefe, einfach mit leerer lederner Tasche. Zur Seite der Montereyavenue werden die Rolläden herunter gelassen, der Briefträgerraum ist ganz dunkel.

-21-



Als ich zur selben Zeit meine Arbeitsstelle, den «Käfig» aufsuche, stelle ich fest, dass die Schlüssel zum Absperrn des grossen Tores fehlen. Einem der Schalterbeamten, dem Kollegen Pierre Theisen, ruft man zu: «Schalter schliessen», was er dann auch prompt tut.

*Mein Schalterdienst begann um zwei Uhr. Zwischen der Abfertigung der Kunden hatte ich immer ein Ohr für das Geschehen in der Briefpost. Von Zeit zu Zeit hatte ich Gelegenheit mich unter meine Kollegen zu mischen. So hörte ich auch das Verlesen des Memorandums durch Nicky Konz. So gegen halb drei ertönte der Appell: «Schalter schliessen». Ich forderte die Kunden, die noch vor dem Schalter standen, auf fortzugehen, denn wir würden nicht mehr arbeiten. Ich schloss den Schalter und mischte mich unter die Kollegen in der Briefpost. Dasselbe taten auch andere Schalterbeamten. Einige Zeit später, als ich aus irgendeiner Ursache meinen Schalter betrat, bemerkte ich voller Entsetzen, dass der Postrat Mühlinghaus, ein höherer deutscher Beamte aus der Direktionsetage, im Schaltervorraum auf und ab schritt. Er war in schwarzer SS-Uniform. Ich gab meine Entdeckung gleich weiter an meine Kollegen. Ich war dann Zeuge des Auszuges des grössten Teiles des Personals. Auf das energische Zureden des Vorstehers der Schalter betraten alle Schalterbeamten wieder ihren Arbeitsplatz. Ich öffnete meinen Schalter, aber keine Menschenseele war in der Halle, die Eingangstür war abgeschlossen.*

*(Pierre Theisen)*

Willy Martin bringt die Schlüssel zurück, das grosse Tor ist abgeschlossen. Michel Kons und Metty Schmitz wollen nun die Schlüssel zum Absperrn der Schalterhalle. Sie stürmen hinaus, sind jedoch gleich wieder zurück. Gewarnt durch Pierre Theisen bemerken auch sie die Anwesenheit des «langen Mühlinghaus» im Schalterraum. Aber sie geben nicht auf, und einige Minuten später kommen sie alle mit dem Schlüssel zurück. Nachdem Mühlinghaus für einen Moment die Halle verlassen hat, geleiten sie die wenigen anwesenden Postkunden hinaus und schliessen schnell die Eingangstür ab.

# STANDRECHT in LUXEMBURG

Nachdem auch in Luxemburg-Stadt Fälle von Streiks und Arbeitsverweigerung eingetreten sind, wird der zivile Ausnahmezustand für den Gesamtbereich des Chefs der Zivilverwaltung in Luxemburg verhängt. Die Zuständigkeit des Standgerichts wird entsprechend erweitert.

**Todesurteile gegen Streikende werden  
sofort durch Erschiessen vollstreckt**

Luxemburg, den 31. August 1942.

Der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg:  
gez. Gustav SIMON



1. September, 14.45 Uhr.

Der grösste Teil der Bestellbriefträger und des Personals des Innendienstes haben nun das Gebäude verlassen. Einen Moment gibt es bei der Ausgangstür einen kleinen Zwischenfall. Ein gelbuniformierter Parteimann steht plötzlich dort und ruft mit lauter Stimme: «Soeben ist das Standrecht verhängt worden; wer seinen Arbeitsplatz verlässt, wird erschossen.» Doch was kümmert das die aufgebrauchte Menge. Er wird zur Seite gestossen und niemand hört auf ihn.

*Gegen 14.30 Uhr verbreitet sich an meinem Arbeitsort in der Briefverteilung der Deutschen Feldpost am Bahnhof die Nachricht, in der Hauptpost in der Stadt sei was los. Dort werde protestiert und man beginne zu streiken. Spontan verlasse ich mit einigen Kollegen den Arbeitsplatz, und wir begeben uns mit dem Fahrrad zur Stadt. Bei unserer Ankunft vor dem Gebäude finden wir viel Personal auf dem Bürgersteig gegenüber der Post in der Montereyavenue. Die Rolladen im Erdgeschoss sind herunter, die Eingangstür und das grosse eiserne Tor sind geschlossen. Da wir nicht in das Gebäude hineinkommen, betreten wir das Café Faber, wo wir viele unserer Kollegen antreffen, die das weitere hier abwarten. So werden wir hier Zeugen von dem Eintreffen der Gestapo und der allmählichen Wiederaufnahme der Arbeit. Wir beobachten das Heraufziehen der Rolladen, das Öffnen der Türen sowie das Herbeirufen der Kollegen auf dem Bürgersteig. Einer nach dem andern betreten sie wieder das Gebäude. Wir von der Feldpost dagegen machen uns schnellstens wieder auf unseren Arbeitsplatz am Bahnhof.*

*(Jacques Nicks)*

1. September, 15 Uhr.

Von dem Personal, welches die Briefpost verlassen hat, bleiben viele auf der anderen Strassenseite stehen, um den weiteren Verlauf abzuwarten. Einige Bestellbriefträger sind noch im Innern, das Schalterpersonal ist noch anwesend, ebenso unser Chef Jean Majeres und ich selbst. Unserm Chef sieht man an, dass er stolz ist auf den Beschluss seiner Untergebenen.

-24-

Postamtman Likus taucht wieder auf. Er sieht sich um, geht dann auf Majeres zu. Sie sprechen miteinander, kommen zu mir, und Likus fragt: «Was gedenken Sie nun zu tun?» - «Ich schliesse mich selbstverständlich meinen Kollegen an.» - «Sie wissen, dass Sie eine grosse Verantwortung tragen. Was geschieht mit den Wertsachen?» - «Schicken Sie mir jemanden zur Übergabe.» - «Fangen Sie damit an, ich werde alles selbst übernehmen». --- Ich denke bei mir: Wer soll denn sonst die Übernahme machen, es ist ja niemand mehr anwesend. Aber warum fragt er nicht Majeres? Er befürchtet sicher eine Absage.

Ich beginne sofort mit dem Transport der Wertsachen (es sind mehrere grosse Kisten) zu den grossen Geldchränken, die sich auf dem meinem Dienstposten entgegengesetzten Teil der Briefpost befinden. Zwei Fahrten mit einem kleinen Wagen, und alles ist im Safe verstaut. Dann stelle ich die Übergabepapiere aus und halte Ausschau nach Likus. Ein letzter Blick auf meinen Arbeitsplatz: Alles ist schön aufgeräumt, alle Schlüssel hängen wieder an ihrem Platz.

1. September, 15.05 Uhr

*Auf dem Flur im ersten Stockwerk stehen Nicky und ich noch eine Weile am Fenster zum Innenhof. Wir sprechen über die Geschehnisse. Während wir noch da stehen, öffnet sich die Glastür zum Flureingang, und zwei SS-Leute in schwarzer Uniform, offensichtlich in Eile, betreten den Flur. Uns beiden genügt ein Blick, um uns zu entschliessen, ein jeder sein eigenes Büro aufzusuchen, nicht ohne uns zu fragen, was die beiden denn wohl in den Büroräumen zu suchen hätten?*

*Es waren die letzten Worte, die ich mit Nicky wechselte. Knapp eine halbe Stunde später erfuhr ich dann, dass Freund Nicky abgeschleppt worden war.*

*(Marcel di Marco)*

1. September 15.30 Uhr.

Unten im Saal der Bestellbriefträger steht Likus. Mit meinen Übergabepapieren trete ich zu ihm, als durch den Seiteneingang ein uniformierter SD-Mann hereinkommt. Er brüllt, zu den wenigen Anwesenden gerichtet: «Alles hierbleiben, wer seinen Arbeitsplatz verlässt, wird erschossen.» Das

-25-



hatte der Parteimann vorher auch schon gesagt. Dann nimmt er ein Papier zur Hand und verliest folgenden Text: «Nachdem auch in Luxemburg-Stadt Fälle von Streiks und Arbeitsverweigerung eingetreten sind, wird der zivile Ausnahmezustand für den Gesamtbereich des Chefs der Zivilverwaltung in Luxemburg verhängt. Die Zuständigkeit des Standgerichtes wird entsprechend erweitert. Todesurteile gegen Streikende werden sofort durch Erschiessen vollstreckt. Der Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg: gezeichnet Gustav Simon.» - «Jeder geht jetzt an seinen Arbeitsplatz zurück», befiehlt der SD-Mann. «Keiner verlässt das Gebäude ohne meine Genehmigung».

1. September, 15.15 Uhr.

Likus dreht sich zu mir herum und sagt: «Sie haben ja nun gehört. Ich glaube, eine Übergabe erübrigt sich wohl. Gehen Sie an Ihren Arbeitsplatz zurück.» Ich antworte ihm: «Mir bleibt leider keine andere Wahl.»

1. September, 15.20 Uhr.

Jemand ist schon dabei, die schweren Rolläden wieder hochzuziehen. Vom Fenster aus winken wir dem Personal auf der anderen Strassenseite zu und fordern alle eindringlich auf, sofort zurückzukommen. Zögernd beginnt dann die Rückkehr und stillschweigend geht jeder an seinen Arbeitsplatz zurück. Auch ich be gebe mich in den «Käfig». Die Tür zur Schalterhalle ist wieder offen und die Schalterbeamten an der Arbeit.

1. September, 15.30 Uhr.

Uniformierte SD-Leute stellen sich am Eingang auf. Das Personal des Innendienstes ist wieder an seinem Arbeitsplatz, aber die Gedanken sind nicht bei der Arbeit. Jeder fragt sich: Was geschieht nun? Jetzt, wo die gefürchtete Gestapo sich eingeschaltet hat, wird noch so manches auf uns zukommen.

Missmutig stehen wir an unseren Arbeitsplätzen, verrichten ein Minimum an Arbeit. Zuerst wird die schon seit Tagen gelagerte Post aufgearbeitet. Es wird Tage dauern bis alles wieder rund läuft. Ich unterhalte mich mit Vorsteher Majeres über die noch immer im Fach liegenden Telegramme der DAF. Da im Moment kein Zustellpersonal zur Verfügung steht, werden alle mit der normalen Post am nächsten Morgen zugestellt. Es ist eine kleine Genugtuung für mich: Vor ihrer Nase schlagen wir den Nazis doch noch ein Schnippchen.

-26-

1. September, 15.45 Uhr.

Verschiedene Beamte tauchen in der Briefpost auf, fragen nach dem Postfach der VDB. Das sind die Superklugen. Die haben es mit der Angst zu tun, nun wollen sie die am Morgen abgegebenen Mitgliedskarten zurück haben. Einige durchsuchen das Fach, aber sie suchen vergebens. Am Morgen hatten wir ja alle Karten einzeln verpackt, wo soll man nun eine bestimmte wiederfinden.

1. September, 16 Uhr.

*Als Siekmeyer, der stellvertretende CdZ, gegen 4 Uhr nachmittags im Hauptpostgebäude eintraf und die Lage in Augenschein nahm, fragte er: «Ja, wo wird denn hier gestreikt?» Alles verlief bereits wieder normal.*

*(Raths, La Grève de 42. Standgerichts-Prozess)*

1. September, 16.30 Uhr.

Verschiedene Büros auf der zweiten Etage müssen vom Personal geräumt werden, wird uns von oben zugetragen. Von dort aus will die Gestapo die ersten Vernehmungen vornehmen.

*Nach Schalterschluss um 17 Uhr wurde ich in die Direktion beordert, wo mich die Gestapo empfing. Ich wurde einem strengen Verhör unterzogen «mit den üblichen Beilagen». Selbstverständlich leugnete ich jede Teilnahme am Streik ab, ich wusste von nichts, hatte auch nichts gesehen. Andere Kollegen haben sicher dasselbe gesagt. Dass ich mich aus der Schlinge zog, dafür war, wie ich später erfuhr, die Aussage des Vorstehers der Schalter ausschlaggebend. Dieser, ein Mitglied der NSDAP, sagte unter Eid aus, (sicher um seinen eigenen Kopf aus der drohenden Schlinge zu ziehen), dass die Schalter nicht geschlossen hatten und alle an der Arbeit waren. Um zehn Uhr am Abend wurde ich von der Gestapo entlassen.*

*(Pierre Theisen)*

-27-



Als ich am Abend wieder zum Dienst erschien, wurde wieder der gearbeitet. Auf den oberen Etagen sass die Gestapo und verhörte alle zur Zeit des Streiks beschäftigten Beamten. Ich wurde auch zum Verhör nach oben gerufen, wo wir abwechselnd bis zwei Uhr nachts verhört wurden. Nach einem kurzen Fliegeralarm um diese Zeit durfte ich nach Hause gehen.

(Jean-Pierre Ensich)

Mein Dienst ist beendet. Nun muss auch ich nach oben. Auf dem Korridor des zweiten Stockwerks, mit dem Gesicht zur Mauer, stehen in Abständen etwa zehn meiner Arbeitskollegen. Ich muss mich daneben stellen, mit Abstand zum Nachbar. Alles geht ziemlich lautlos zu. Von Zeit zu Zeit wird jemand aufgerufen und er muss in eines der Büros zur Vernehmung. So stehe ich denn etwa eine halbe Stunde aufrecht an der Mauer, ohne zu sprechen - das hat man uns streng verboten.

1. September, 21.30 Uhr.

Die Reihe kommt an mich. Das Herz macht einen kleinen Sprung, dann fasse ich mich wieder und gehe aufrecht in das Zimmer hinein. Ich bin überrascht, alles geht korrekt und ruhig zu. Der Untersuchungsbeamte, ein SD-Mann in Uniform, fragt nach den Personalien. Name, geboren wo und wann, Wohnort, Dienstgrad, Arbeitsplatz, Dienstantritt und Dienstschluss. Dann muss ich in kurzen Worten meine Arbeit beschreiben, wer meine Mitarbeiter sind, meine Vorgesetzten und meine Unterebenen. Mit keinem Wort wird versucht, mir irgendeine Verantwortung beim Streik vorzuwerfen. Nein, es ist lediglich eine Bestandsaufnahme, eine Basis auf der man nachher die eigentliche Untersuchung aufbauen kann. Nach etwa dreiviertel Stunde ist alles zu Papier gebracht und ich muss mich wieder im Korridor aufstellen, wie vorher mit dem Gesicht zur Wand. Einer ganzen Reihe von Kollegen hat man schon erlaubt, nach Hause zu gehen. Andere müssen ein zweites Mal in eines der Untersuchungsbüros. Es wird, nach deutscher Art, gründlich gearbeitet.

**Vernehmungsbogen**  
**Vernehmungsbogen**

A1  
Vernehmungsbogen  
nummer: 4  
1963

(Name) Nikolaus (Familienname) K o n z

geb. am 23.1.1914 in Hirsch  
bei Grenz Post-U. Jaspektor

Stammort: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Geburtsname des Ehegatten: Franziska

Ehefrau wie vor.

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Stamm- und gegenwärtige Wohnort des Ehegatten: Luxemburg

Vernehmungsbogen A. 1.  
DIN A 4 d 210 x 297 mm wert

Vernehmungsbogen A. 1.



1. September, 22 Uhr.

*Ich erscheine an diesem Abend früher als sonst zur Nachtschicht, um mich über die Lage zu erkundigen. Sofort werde ich im «Käfig» über die Vorfälle des Nachmittags, die Verhaftung von Nicky Konz, die Anwesenheit der Gestapo und die laufenden Verhöre ins Bild gesetzt. Jemand macht mich darauf aufmerksam, dass auch ich zum Verhör vorgeladen werden soll. Gegen 22 Uhr ist es dann soweit. Ein Gestapist erscheint im «Käfig» und fordert mich auf, ihm zu folgen. Dieselbe Aufforderung ergeht an Max Mootz. Wir beide werden jeder für sich in der Direktionsetage verhört. Der mich verhörende Gestapomann ist in seinen «Methoden» nicht gerade zimperlich, scheint mir aber ermüdet zu sein. Da er das Verhör allein führt, kein zweiter Gestapomann ihm zur Seite steht, er keine gefährlichen Fangfragen stellt und meine Antworten gleich in die Maschine tippt, bleibt mir Zeit zum Überlegen. Bald habe ich das Gefühl, dass ich ihm gewachsen bin. Dies nicht zuletzt, weil ich weiss, dass Max Mootz keine andere Version geben wird wie ich. Immer wieder versucht der Gestapomann von mir das Geständnis herauszupressen, dass die Nachtschicht nicht gearbeitet, oder zumindest nicht nach Vorschrift gearbeitet hat. Meine Antwort bleibt trotz etlicher unsanfter «Liebkosungen» stur dieselbe: «Die Nachtschicht hat vorschriftsmässig ihren Dienst getan. Kontrollieren Sie doch die Unterlagen in der Abgangsstelle, fragen Sie beim Bahnpostamt nach. Alle Postsäcke wurden zeitgerecht abgeholt, alle Postsäcke wurden zeitgerecht ins In- und Ausland versandt.»*

*Nachdem wir beide etwa eineinhalb Stunden miteinander gerungen haben, kommt ein zweiter Gestapofritze ins Büro. Er liest meine Aussagen durch, schüttelt den Kopf und sagt sehr leise: «Die beiden lügen wie gedruckt.» Dann nimmt er sich meiner an, und ich erlebe «unvergessliche» zehn Minuten. Als der Rabauke von mir ablässt und aus dem Zimmer verschwindet, wünsche ich ihm zum Teufel.*

*Gegen Mitternacht werde ich von einem älteren Uniformierten abgeholt und in eine Fensterische im Flur geführt. Dort*

-30-

*steht ebenfalls in der nächsten Nische Max Mootz. In einem günstigen Moment gibt er mir zu verstehen, dass er sich nicht hat hereinlegen lassen.*

*So gegen ein Uhr in der Nacht sehen wir, wie Jang Schroeder in ein Büro geführt wird. Nach über einer Stunde, zwischen zwei und drei Uhr in der Nacht, kommt er, von zwei Gestapoleuten begleitet, wieder heraus. Nie werde ich den Anblick vergessen, wie er, völlig in sich zusammengesunken, den Kopf nach vorn gebeugt, den Blick auf den Boden gerichtet, von seinen zwei Schergen begleitet, meinen Blicken entschwimmt. Mir ist klar, dass Schroeder im Verhör zusammengebrochen ist und gesprochen hat. Dasselbe ist auch die Meinung von Max Mootz, als wir am frühen Morgen mit dem Befehl «Geht nach Hause!» entlassen werden. In dieser Angelegenheit werden wir später nicht mehr aus-gefragt.*

*(Justin Poos)*

2. September, 13 Uhr.

Um 13 Uhr trete ich meinen Dienst in der Ein- und Abgangsstelle wieder an. Einem fremden Betrachter scheint der Betrieb normal zu laufen. Einem Betriebsangehörigen aber fällt gleich das veränderte Klima auf. Es wird gegenüber vorher sehr wenig gesprochen. Die laute und freie Unterhaltung von früher ist verschwunden. Verschiedene meiner Kollegen hat man verhaftet und zur Villa Pauly, dem Sitz der Gestapo gebracht. Einige wurden gleich gestern abend, anschliessend an das Verhör, andere heute morgen verhaftet, sagt man mir. Man spricht von Nicky Konz, Jang Schroeder, Léon Alf, Jim de Jong und Pierre Rettel.

Gegen 15 Uhr taucht Postamtmann Likus in Begleitung eines Gestapo-Mannes auf. Beide treten zu mir heran, und Likus sagt: «Herr Gaspard, der Sicherheitsdienst braucht Sie als Zeuge. Machen Sie alles bereit zur Übergabe; ich denke, in einer Viertelstunde ist alles fertig.» So mache ich mich denn an die Arbeit. Es ist dasselbe zu erledigen wie vor vierundzwanzig Stunden. Doch welcher Unterschied! Gestern mit Eifer und Stolz auf das kollektive Aufbäumen aller gegen die Nazis und heute mit einem Gefühl von Furcht und drohendem Unheil.

-31-



Nach einer Viertelstunde ist alles bereit zur Übergabe. Likus zeichnet die Papiere ab, sagt dann zu dem SD-Mann: «Sie können über Gaspard verfügen.» - «Ich danke Ihnen, Heil Hitler!» Dann zu mir: «Kommen Sie, wir gehen zu Fuss, ich habe keinen Wagen zur Verfügung».

So gehe ich denn mit diesem Mann in der berüchtigten Uniform von der Hauptpost über die Neue Brücke zur Villa Pauly. Die meiste Zeit schaue ich zur Seite, ich schäme mich meines Begleiters. So will ich den Vorübergehenden klar machen, dass ich nichts zu tun habe mit dem Genossen neben mir. Auf der Neuen Brücke kommt mir der Gedanke: Schlag den Mann doch nieder und mach dich fort! Doch das ist unmöglich, dieser Bulle ist viel stärker als ich, er ist ein richtiger Muskelprotz. Dann kommt die Versuchung: Spring doch hinab, mache dem Spuk ein Ende! Doch nein, das ist keine Lösung. Ich fasse mich wieder, beginne über meine Lage nachzudenken sowie über mein Verhalten der Gestapo gegenüber. Ich nehme mir vor, so wenig wie möglich zu sprechen. Dann sind wir am Ziel.

2. September, 16 Uhr.

Es herrscht emsiges Treiben um und in dem grossen Haus. Wir begehen uns gleich ins zweite Stockwerk. Dort hat der SD-Mann sein Büro. Auf dem Schreibtisch liegt eine Maschinenpistole mit gefülltem Magazin. Der Genosse setzt sich hinter das Schreibpult. Ich stehe vor ihm. Es beginnt wieder dieselbe Fragerei wie gestern: Personalien, Arbeitsplatz usw. Dann beginnt er, verschiedene Angaben zu zerpfücken. Er fragt nach der Bedeutung meines Arbeitsplatzes für den allgemeinen Arbeitsablauf. Dann steht er auf, kommt näher zu mir heran und stellt fest: «Sie hatten die Schlüssel in Verwahr, Sie haben die Türen abgeschlossen». Ich verneine dies energisch. Und schon sitzt seine Faust mir im Gesicht. Ich spüre einen süsslichen Geschmack im Mund, die Haut ist von innen aufgeplatzt, ich habe Blut im Mund. Ich taste meine Zähne ab, sie scheinen intakt. «Wenn Sie es nicht waren, wer dann?» - «Ich weiss es nicht». Seine Fäuste bearbeiten wieder mein Gesicht. «Wer hat die Rolladen heruntergelassen?» - «Ich weiss es nicht». Diesmal trifft die Faust meinen Nacken. Ich spüre wie es knackt, der ganze Rücken brennt wie Feuer. «Mein lieber Junge, wir werden alles klarkriegen, darauf können Sie sich verlassen. Ich gebe Ihnen eine halbe Stunde Zeit, dann sagen Sie mir wie es war. Ich warne Sie, das eben war nur ein kleiner Vorgeschmack, wir kennen noch andere kleine Liebkosungen.» Der Berufsschläger führt mich eine Treppe

höher in einen kleinen runden, stickig warmen Vorschlag, es ist einer der vier Ecktürme. Es ist wohl 17 Uhr. Also habe ich nun eine halbe Stunde Zeit zum Nachdenken.

Von den Vorgängen am Morgen scheint die Gestapo nicht viel zu wissen oder zu halten, das Wichtigste sind anscheinend die Schlüssel und die Rolladen. Nichts hat er gefragt über das Nichttaustragen der Telegramme, nichts über das Einsammeln der VDB-Karten, nichts über die Sabotage der Briefabfertigung.

Ich sitze auf einem Stuhl, dem einzigen Möbelstück in dem kleinen Vorschlag. Dann, nach sehr langer Zeit, kommt der Bulle zurück und führt mich wieder in sein Zimmer.

Dieselbe Prozedur fängt wieder von vorne an. Immer wieder will er mich dazu bringen, zuzugeben, ich hätte die Türen geschlossen. Ich verneine dies aber immer entschieden. Nach einiger Zeit scheint er es aufzugeben, denn nun will er Einzelheiten wissen, was dieser oder jener während des Streiks getan hätte. Verschiedene Namen werden genannt, Schmit, Schmitz, de Jong, Alf. Er beschuldigt sie verschiedener Taten, darunter auch des Absperrens der Türen. Ein grosser Teil der Beschuldigungen trifft tatsächlich die Richtigen. Er liest mir verschiedene Zeugenaussagen vor und fragt mich, ob alles stimmt. Ich bestätige die Richtigkeit verschiedener Aussagen, und dann wird alles zu Protokoll genommen. Scheinbar ist der Bulle nun besänftigt, denn er entlässt mich. Ich muss mich in der Eingangshalle aufstellen, wie immer mit dem Gesicht zur Wand. Beim vorsichtigen Umherspähen erblicke ich einige meiner Kollegen aus der Post, eben jene, deren Namen vorher genannt wurden.

2. September, 21. Uhr.

Inzwischen ist es Nacht geworden. Nach einiger Zeit geleitet man uns zu einem bereitstehenden Auto, und in zwei Fahrten verfrachtet man uns ins Grundgefängnis. Unsere Namen werden auf der Schreibstube festgehalten, dann geht es anschliessend durch verschiedene Gänge. Verbindungstüren werden geöffnet und wieder geschlossen, zum Schluss landen wir auf dem grossen Gefängnishof. Zwei Aufseher führen uns zu einem kleinen Anbau des grossen Gebäudes; wie wir später hören sollten, ist es der Strafbunker der Kriminalabteilung. Einer der Aufseher, ein Deutscher, entriegelt die Tür des Anbaues, erklärt uns, dass wir wegen Platzmangel die Nacht hier verbringen müssten und fordert uns auf hineinzugehen.



Stroh liegt auf dem Boden, eine kleine Lampe brennt an der Decke. Der Aufseher schliesst gleich wieder von aussen ab und löscht das Licht. Wir tappen im Dunkeln. Durch eine kleine Lucke fällt etwas Licht herein. Bald haben sich die Augen an die Dunkelheit gewöhnt und man erkennt sich gegenseitig.

### 2. September, 22 Uhr.

Nun geht das Erzählen los. Jeder berichtet von seinen Verhören in der Villa Pauly. Wir kommen letztlich zur Erkenntnis, dass die Gestapo viel weiss; die Verhöre des Personals waren also doch ergiebig gewesen. Die Leute kennen ihr Handwerk. Unsere Gespräche wickeln sich sehr geräuschvoll ab, bis ein Luxemburger Aufseher uns ermahnt und beschwört, doch leiser zu sprechen, sonst bekäme er Schwierigkeiten. Wir beruhigen uns allmählich, dann versuchen wir, unsere Aussagen für den nächsten Tag aufeinander abzustimmen. Wir kommen überein, jeder eine kleine Tat zuzugeben, auf dass man nicht einem alles in die Schuhe schiebt und ihn so in ein schlechtes Licht bringt. Inzwischen ist es sehr spät geworden, und einer nach dem andern fallen wir in einen unruhigen Schlaf.

### 3. September; morgens.

Wir werden frühzeitig geweckt und wieder zur Registration gebracht. Dort werden wir getrennt und haben keinen Kontakt mehr miteinander. Nach kurzer Wartezeit muss ich ein Auto der Gestapo besteigen, in dem schon drei meiner Kollegen warten. Wir starten wieder Richtung Villa Pauly. Beim Stillstand des Wagens vor einer Kreuzung fallen uns auf einer Litfassäule zwei rote Plakate auf, mit verschiedenen Namen, die man aber wegen der Entfernung nicht lesen kann. Der Fahrer des Wagens bemerkt unsere Neugier, und bei der nächsten Anschlagtafel fährt er näher heran und zeigt auf die Plakate: «Die sind alle erschossen worden». Nun können wir den Text lesen und die Namen entziffern, einer davon ist Nicky Kons. Da stockt mir der Atem und ich glaube, erst in diesem Moment erfassen wir richtig den Ernst unserer Lage. So gelangen wir demoralisiert bei der Gestapo an. Bestimmt erleichtert dies die Arbeit der Untersuchungsbeamten, welche in der Zwischenzeit noch andere Zeugen vernommen haben. Nun beginnt ein teuflisches Spiel mit uns. Sie spielen einen gegen den andern aus.

Es ist derselbe SD-Mann, der mich wieder in die Zange nimmt. Er behauptet, der Alf habe dies, der Schmit jenes gestanden, ob ich das ebenfalls bestätigen könne? Er gibt noch andere Kollegen als Zeugen an. Wenn ich das Gefragte bestätige, lässt er den einen oder den andern mir gegenüberstellen und behauptet nun, ich hätte gestanden und sie der Tat bezichtigt. Zu spät bemerke ich dann, dass keiner die Tat eingestanden hatte. So reisst einer den andern hinein, und nach einiger Zeit kommen wieder andere an die Reihe. Es tauchen, auf Grund der Aussagen vom Vortag, neue Namen auf, andere Kollegen werden vorgeführt und das niederträchtige Spiel beginnt von neuem. Bis in den Abend hinein dauert das Spiel. Noch immer hat man die Leute nicht gefunden, welche die Schalterhalle abgesperrt haben. Dann glaubt man den richtigen in der Person von Jempy Kohn gefunden zu haben. Dies will die Gestapo durch mich bestätigt haben, doch es war nicht Jempy Kohn. Das Hin und Her beginnt von neuem, bis auf einmal doch die Richtigen gefunden werden. Bei einer der Zeugenvernehmungen ist eine Namensverwechslung vorgekommen, es war neben Metty Schmitz nämlich Michel Kons, welcher dann auch prompt verhaftet wurde. Damit scheinen die Nazis genug Geständnisse gesammelt zu haben, um eine in ihren Augen lückenlose Geschichte zu rekonstruieren. Im allgemeinen stimmt die Darstellung, wenn auch verschiedentlich die Namen nicht mit den Taten übereinstimmen. Mir persönlich wirft man vor, die Schlüssel herausgegeben zu haben.

### 3. September, abends.

Wir werden wieder ins Grundgefängnis abgeliefert. Dort beginnt nun die eigentliche Registration. Wir müssen alle Wertgegenstände abgeben, dann Leibriemen, Hosenträger und Schuhrriemen. Alles wird schön verpackt, nachdem es auf einer Liste eingetragen wurde. Das Sekretariat gleicht einem Bienenstock. Leute werden eingeliefert, andere fortgeführt zu den Zellen oder zur Vernehmung. Neben mir steht ein Mann, der sehr aufgeregt scheint. Die Aufsicht ist nicht allzu streng, so können wir ein paar Worte wechseln. Er sagt, sein Name sei Schmitt, Professor in Echternach. Man wolle ihn jetzt vor das Standgericht bringen, weil die Schüler auf sein Geheiss hin die Schule aus Protest verlassen hätten. Das sei nicht richtig, das sei alles ganz anders gewesen. Weiter im Gespräch kamen wir nicht, denn er musste mit anderen Häftlingen das Zimmer verlassen. Auch ich werde jetzt abgeführt. Geleitet von einem deutschen Gefängnisaufseher steige ich mehrere Treppen hoch, dann durch einen langen Gang. Vor



mir und hinter mir werden Türen aufgesperrt, dann wieder abgeschlossen. Beidseitig des Ganges befinden sich die Türen der Zellen. Bei der Zelle 24 bleiben wir stehen, die Tür wird entriegelt, ich muss eintreten. Man gibt mir noch verschiedene Anweisungen, die Tür wird abgeschlossen und verriegelt, dann bin ich allein, gefangen und der Willkür einer unbarmherzigen Verbrecherbande ausgeliefert.

Ich schaue mich in der Zelle um. Die Einrichtung ist denkbar einfach. Auf der einen Seite ein kleiner Tisch, ein Stuhl, auf der andern Seite ein spartanisches Bett. Links von der Tür eine Waschgelegenheit mit Schüssel, daneben ein Kübel als WC und ein Krug mit Wasser. Unter dem Mansardendach gelegen, verdeckt ein Blech die Sicht aus dem Fenster. Nur wenn man auf den Stuhl klettert, sieht man ein Stück des gegenüberliegenden Rampart, zur Michelskirche hin.

In dieser Nacht finde ich nicht viel Schlaf. Ich höre fast bis zum Morgen die Stundenglocke von St. Michel und jene, etwas weiter weg, von der Stiftung Pescatore.

4. September.

Schon früh am Morgen ertönt eine Klingel. Es heisst aufstehen, waschen, anziehen, dann muss der Kübel heraus und wieder herein; es gibt frisches Wasser, dann eine Knause Brot mit einer braunen Flüssigkeit, es soll Kaffee sein. Es folgt die Inspektion. Man muss sich neben der Tür aufstellen und beim Hereinkommen des Aufsehers laut sagen: «Untersuchungsgefangener Gaspard meldet sich.» Und das in der gewohnten preussischen Art, sonst muss es wiederholt werden. Das dauert alles eine längere Zeit und ist mit viel Spektakel verbunden, werden doch alle Zellenüren zwischendurch wieder abgeschlossen.

Dann wird es wieder ruhig auf dem Korridor und es beginnt ein langer Tag. Man denkt über all das Erlebte nach, über die Kollegen und über das was noch kommen wird. Eine Stunde vergeht nach der anderen. Der Aufseher schleicht durch den Gang, man hört ihn kaum. Einmal lege ich mich aufs Bett, vom Umhergehen müde, da sperrt schon jemand auf und ich muss mir eine Gadinenpredigt anhören. Vom Wecken bis zum Zapfenstreich ist es verboten, sich aufs Bett zu legen.

Der Tage geht zu Ende, eine andere endlose Nacht beginnt.

In diesen Tagen hat das Schicksal unsere beiden Berufskollegen Nicky Konz und Jean Schroeder ereilt. Hier einige Auszüge aus dem Verhandlungsbericht des Standgericht-Prozesses von 1950:

*Nicolas Konz und Jean Schroeder wurden noch am Abend des 1. September 1942 durch die Gestapo verhaftet. Nach einer summarischen Voruntersuchung durch die Gestapo liess Hartmann Konz am 2. September, Schroeder am 3. September dem Standgericht vorführen. - Beiden stand kein Verteidiger zur Seite. Auf Grund des vom Standgericht selbst bestimmten Verfahrens, wurde ihnen nicht einmal mitgeteilt, sie würden vor ein Gericht gestellt.*

*Konz und Schroeder befanden sich in der Unmöglichkeit, ihre Verteidigung vorzubereiten.*

*Als alleiniger Zeuge wurde Likus am 2. September im Verfahren gegen Konz vernommen; er bestätigte seinen Bericht. - Wegen «Gefährdung des-deutschen Aufbauwerkes durch aufrührerischen Streik» wurde Konz am 2. September, Jean Schroeder am 3. September zum Tode verurteilt. Beide wurden im KZ Hinzert hingerichtet, Konz am 3. September, Jean Schroeder am 4. September 1942.*

*(Standgericht-Prozess, Seite 399)*

*Hartmann bringt in den Fällen Konz und Jean Schroeder zu seiner Verteidigung vor, Konz habe sich als Beamter eines ganz besonderen Vertrauensbruches schuldig gemacht, er habe durch seine Beteiligung am Streik als Beamter ohnehin als «potentieller Rädelsführer» gegolten und habe durch die Lektüre des Memorandums der Reichsregierung in der «alten» Zeitung des 10. Mai 1940 agitatorisch und provokatorisch gewirkt, Jean Schroeder aber, der als Beamter ebenfalls ohnehin als «potentieller Rädelsführer» gegolten habe, sei der «vollendeten Sabotage» und der «führenden Beteiligung» am Streik überführt gewesen, so zwar dass das Standgericht für die beiden Beschuldigten Konz und Jean Schroeder auf die «qualifizierte Schuldhaf-tung» und auf Todesstrafe erkennen musste:*

*(Standgericht-Prozess, Seite 403)*



## BEKANNTMACHUNG!

# DAS STANDGERICHT

hat wegen Gefährdung des deutschen Aufbauwertes in Luxemburg durch aufrührerischen Streik im Kriege folgende Personen zum Tode verurteilt:

**KONS, Nikolaus Johann,**

Postunterinspektor, Luxemburg

**MEIERS, Karl,** Lehrer, Wilz

**EWEN, Josef,** Lehrer, Wilz

**BRÜCK, Alfred,** Lehrer, Wilz

**LOMMELE, Cölestin,** Lehrer, Wilz

**WEETS, Alfons,** Dreher, Differdingen

**SCHNEIDER, Johann Peter,**

Werkzeugschlosser, Differdingen

**TOUSSAINT, Ernst,** Tiefenarbeiter, Differdingen

**BETZ, Nikolaus,** Werkzeugschlosser, Kahler

Die Urteile wurden heute um 4.30 Uhr durch

Erschossen vollstreckt.

Luxemburg, den 3. September 1942

**Der Vorsitz der Standgerichts.**





BEKANNTMACHUNG!

# DAS STANDGERICHT

hat wegen Gefährdung des deutschen Aufbauges in Luxemburg durch aufrührerischen Streik und Sabotage im Kriege folgende Personen zum Tode verurteilt:

**ZEIMES, Leo,** Schriftsetzer, Itzig

**MISCHO, Robert,** Schlosser, Differdingen

**ANGELSBURG, Renatus,**  
Schlosser, Differdingen

**SCHROEDER, Johann,**  
Postbeamter, Luxemburg

Ferner wurden acht Angeklagte der

Geheimen Staatspolizei überstellt.

Die Todesurteile wurden heute um 6 Uhr  
durch Erschiessen vollstreckt.

Luxemburg, den 1. September 1942

**Der Vorsitz der Standgerichts.**

-40-

Archives de l'Etat



-41-



5. September.

Die Klingel ertönt, und es beginnt wieder der Gefängnisalltag. Im Laufe des Morgens erscheint ein Aufseher und bringt einen Haufen Blätter und Kleister. Er zeigt mir, wie man Briefumschläge zusammenklebt. Nun habe ich eine kleine Ablenkung von dem ewigen Grübeln; das Kleben ist nicht allzu schwer, schon bald habe ich die richtige Fingerfertigkeit.

So vergeht wieder eine Stunde nach der andern und um neun Uhr abends ist wieder alles zu Bett. Gegen elf Uhr hört man ungewohntes Hin und Her auf dem Korridor, Türen werden geöffnet und wieder geschlossen, dazwischen hört man barsche Kommandostimmen. Das Geräusch nähert sich meiner Zelle, dann wird auch schon der Schlüssel gedreht. «Wie heißen Sie?» - «Untersuchungsgefangener Roger Gaspart.» - «Los, ziehen Sie sich gleich an.» Das Herz stockt mir. Jetzt ist es gleich vorbei, denke ich.

5. September, nachts.

Mit fahigen Händen ziehe ich mich an, dann geleitet mich ein Aufseher hinunter in die Aufnahme. Dort stehen schon etliche meiner Arbeitskollegen. Seit der Untersuchung in der Villa Pauly haben wir uns nicht mehr wiedergesehen. Doch es ist uns verboten worden zu sprechen. So nicken wir einander zu, nur gelegentlich gelingt es dem einen oder andern, seinem Nachbar ein paar Worte zuzuflüstern. Nun hat man scheinbar alle zusammen, wir sind jetzt neun Mann. Es geht hinaus auf den Hof, wo man uns in einen Zeilenwagen unterbringt, und die Fahrt beginnt. Ich bemühe mich festzustellen, wo es hingeht, doch das ist ziemlich schwierig herauszufinden. Es geht über viel Pflaster, so dass ich annehme, dass wir in der Oberstadt sind. Dann geht es bestimmt ins Gerichtsgebäude. Nach etwa einer Viertelstunde steht der Wagen still, die Türen werden geöffnet, wir stehen richtig vor dem Justizgebäude. Deutsche Gendarmerie nimmt uns in Empfang. In der Halle müssen wir uns aufstellen, nachdem ein Gendarm uns an Hand einer Liste aufgerufen hat.

Wir werden nach dem ersten Stockwerk geführt und stehen nun dort, bewacht von mehreren bewaffneten Gendarmen. Es herrscht viel Betrieb im Treppenhaus; die grünen, schwarzen und gelben Uniformen geben den Ton an. In einem gewissen Moment begegnen meine Augen jenen meines gegenüberstehenden Bewachers. Er schüttelt mit dem Kopf, macht dann mit der Hand das Zeichen des Kopfabnehmens. Das ist gut für die Moral. Gleich darauf kommt das Kommando: «Gefangene in den Gerichtssaal.»

-42-

Wir werden in einer Reihe aufgestellt, umgeben von einem Kordon Gendarmerie mit aufgefanztem Bajonett. Schroeder Armand, Gaspart Roger, Alf Léon, de Jong Jérôme, Rettel Pierre, Konz Michel, Schmit Johny, Schmitz Metty und Wormeringer Venant.

Der Publikumsstuhl des Gerichtssaals ist gefüllt mit viel Parteiprominenz in ihrer gelben Uniform. Das Gericht betritt den Saal, angeführt von dem Führer der Sicherheitspolizei und Gestapo in Luxemburg Hartmann und gefolgt von seinen beiden Beisitzern SS-Obersturmführer Albert Schmidt und Landgerichtsdirektor Raderschall sowie vom Staatsanwalt Drach. Alle nehmen Platz, wir stehen ihnen genau gegenüber. Als erstes sagt Hartmann: «Die Sitzung ist eröffnet.» Sein Blick geht von einem Ende zum andern der Reihe vor ihm, er fährt fort: «Hier steht ihr vor dem Standgericht. Das Standgericht erkennt auf Todesstrafe oder Freispruch. Hier geht es um Leben und Tod». Es folgt die Lektüre der Anklageschrift, die sich auf unsere sogenannten Geständnisse stützt. Geständnisse, welche SD-Leute aus uns herausgepresst haben und die teilweise, wenn nicht in Taten, so doch in den Personen nicht den Tatsachen entsprechen. Es werden erwähnt: das Abschliessen der Schalterhalle, des grossen Tores und des Direktionseingangs, das Herunterlassen der Rolladen, das Vorenthalten der verteilten Post an die Bestellbriefträger, das Aufwiegeln zum Streik und das Nichtbefolgen der Anordnungen des Vorstehers. Dann werde auch ich angesprochen: «Der angeklagte Gaspart hatte beim Ausbruch des Streiks die Aufsicht über die «Wert Ein- und Abgangsstelle» und somit die Aufsicht über die Schlüssel des Betriebes. Er gab diese Schlüssel weiter an verschiedene Angeklagte, um die Türen abzusperren.»

Dann fragt Hartmann den ersten der Reihe, es ist Armand Schroeder: «Stimmt das soeben Verlesene, ja oder nein?» Schroeder antwortet klar und deutlich: «Nein.» Ein Gemurmel geht durch den Saal, das war sicher eine ganz unerwartete Antwort auf das in drohendem Tone Gefragte. Hartmann, man sieht seinem hochroten Kopf mit dem Schmiss die Wut an, fragt: «Warum?» Schroeder erwidert: «Man hat mich zusammengeschlagen, ich habe nur unter Zwang unterschrieben». Da fängt Hartmann an zu brüllen: «Haben Sie unterschrieben, ja oder nein?» Der Gendarm hinter ihm gibt Schroeder einen Rippenstoss und flüstert: «Mensch, sag doch ja.» Ich stehe gleich daneben und höre es deutlich. Doch Armand sagt nichts, und ohne eine weitere Antwort abzuwarten, wendet Hartmann sich an mich als den nächsten in der Reihe und fragt mit scharfer Stimme: «Stimmt die Anklageschrift, ja oder nein?» Eingeschüchtert von dem

-43-



Gebrüll und überhaupt von der ganzen ungewohnten Prozedur antwortete ich mit ja. Von einem nach dem andern kommt dieselbe Antwort. Was nutzte schon eine verneinende Antwort! Die Terrormaschine hatte uns gepackt, da gab es kein Entrinnen.

Hartmann gibt dem Staatsanwalt Drach das Wort. Dieser malt ein düsteres Bild von uns. Er spricht von Verschwörung, von Streikagitatoren, von der Gefährdung des deutschen Aufbauwerks in Luxemburg durch aufrührerischen Streik, von Rädelsführern, von Staatsfeinden, die ausgemerzt werden müssen, und er schliesst seine Anklage mit den Worten: «Aus all diesen Gründen beantrage ich für sämtliche Angeklagten die Todesstrafe.» Darauf erhebt sich Hartmann und sagt: «Das Gericht zieht sich zur Beratung zurück».

Er dreht sich um und, gefolgt von seinen Beisitzern, verschwindet er durch eine hinter ihm befindliche Tür. Es folgen ihnen Drach sowie noch einige Personen.

Wir stehen da, wie erstarrt über das soeben Gehörte und erwarten nun das Schlimmste. Minuten verrinnen, wir hören von Zeit zu Zeit lebhaftes Gespräch aus dem Beratungszimmer. Fünfzehn Minuten vergehen, zwanzig, aus dem lebhaften Gespräch wird ein regelrechtes Gebrüll, man versteht einzelne Satzteile. Man scheint geteilter Meinung zu sein.

Endlich, nach einer guten halben Stunde kommen einige Parteibonzen wieder in den Saal, nach weiteren zwei Minuten folgt das Gericht. Hartmann stellt sich in Positur, verkündet dann mit lauter Stimme: «Nach eingehender Beratung hat das Standgericht folgenden Beschluss gefasst: Zwecks Ermittlung weiteren Beweismaterials wird die Sitzung vertagt. Die Gefangenen sind in das Grundgefängnis zurückzuführen.»

Einer nach dem andern erwachen wir zu neuem Leben. Ein Aufschub wird uns gewährt. Was bedeutet das? - Man lässt uns keine Zeit zum Grübeln. Sogleich führt man uns aus dem Sitzungssaal, wo wir die Naziprominenz in lebhafter Diskussion zurücklassen.

Erst die Verhandlungen im Standgerichtsprozess von 1950 brachten Licht in die damaligen Vorgänge. Im diesbezüglichen Verhandlungsbericht lesen wir (Seite 400):

*Das Gericht zog sich zur Beratung zurück. Der im Gerichtssaal anwesende Kreisleiter Schreder folgte dem Gericht ins Beratungszimmer, wo auch Drach anwesend war. Die Beschuldigten, welche in der Terroratmosphäre des Standgerichtssaales in Bangen auf ihr Todesurteil warteten, hörten im Beratungszimmer lautes Schreien. Kreisleiter Schreder machte sich daselbst zum Fürsprecher dieser Jugendlichen und redete in höchster Erregung auf die Mitglieder des Standgerichtes ein. Seine Ausführungen gipfelten in den Worten: «Wenn ihr jetzt anfangt, Knaben zu erschiessen, mache ich nicht mehr mit!» - Nach ca 1/2 Stunde betrat das Standgericht wieder den Sitzungssaal und ordnete die Vertagung der Angelegenheit an.*

*Da das Standgericht in sämtlichen Fällen, die zur Aburteilung kamen, den Anträgen Drachs stattgab, ist anzunehmen, dass es auch diese Jugendlichen, dem Antrag des Anklägers folgend, zum Tode verurteilt hätte, falls nicht Schreder seine Autorität eingesetzt hätte, um mindestens dieses Verbrechen zu verhüten. Bezeichnenderweise aber gab das Standgericht dem dringenden Appell Schreders nicht sogleich nach. Es ist anzunehmen, dass Hartmann erst noch dem Gauleiter Bericht erstatten wollte, aus diesem Grunde die Vertagung anordnete und dann nach Rücksprache mit dem Gauleiter seinerseits Drach neue Anweisungen zur Antragstellung gab. (Aus «La Grève de 1942» par Aloyse Raths. RAPPEL 7/8, 1972)*

Wir werden wieder im Zellenwagen ins Gefängnis zurückgebracht. Es ist weit nach Mitternacht. Während wir durch die Gänge geführt werden, flüstert mir ein Luxemburger Aufseher zu, ob ich schon wisse, dass auch Jang Schroeder am Vortage erschossen worden ist. Das ist wieder eine schlechte Neuigkeit. Wie wird das grausame Spiel weitergehen? Etwas Aussergewöhnliches ist auf jeden Fall geschehen. Man hat uns nicht gleich verurteilt, noch ist die Entscheidung über Leben und Tod nicht gefallen. Oder doch? Wir sind nicht in der Lage, dies zu beurteilen.



6. September.

Nach einer unruhigen Nacht bricht ein neuer Tag an. Wird er die Entscheidung bringen? Den ganzen Tag über bleibt die Spannung gross. Jedesmal wenn irgendwo auf dem Korridor ein Schlüssel im Schloss gedreht wird, spürt man einen Knoten im Hals. Ist es jetzt soweit? Doch nein, es wird wieder ruhig draussen. So endet der Tag, aber die Spannung bleibt, denn gestern hat man uns auch zur Nachtzeit herausgeholt. Allmählich kommt doch der Schlaf, eingelullt durch einen Trompeter der irgendwo in der Triererstrasse Luxemburger Melodien bläst.

7. September.

Und wieder ein Tag des Wartens auf die Entscheidung. Ich sehe sie förmlich herbei, so kann es doch nicht weitergehen. Auch die Beschäftigung mit dem Kleben der Briefumschläge kann die Spannung nicht beseitigen. Immer wieder horcht man auf die Geräusche im Korridor. Erst am Abend, so gegen zehn Uhr, geht es wieder an. «Klamotten anziehen», heisst es. Jetzt kommt die Entscheidung.

Das Ritual ist dasselbe. Sammeln im Erdgeschoss, Fahrt im Gefangenewagen, Ankunft im Gerichtsgebäude. Dann Warten auf dem Flur der ersten Etage, wie immer mit dem Gesicht zur Mauer, bewacht von der deutschen Gerichtsgendarmerie. Nach dem Namensaufruf müssen wir dann hinein in den Saal. Es dauert nicht lange, dann kommt auch schon das bekannte Trio nebst Drach. Hartmann erklärt die Sitzung für eröffnet und gibt anschliessend das Wort weiter an den Staatsanwalt. Dieser kommt dann gleich - es haben anscheinend keine neuen Zeugenverhöre stattgefunden - zu seiner Anklagerede und dem Strafantrag.

Ich traue meinen Ohren nicht, das ist nicht derselbe Drach wie vor zwei Tagen. Er ist wie ausgewechselt: Wir sind dumme Jungen, durchwegs noch halbe Kinder, es war ein Dummerjungenstreich, wir waren leichtsinnig, glaubten den Deutschen einen Streich zu spielen, wir seien irregeleitet worden. Er wolle aus all diesen Gründen von der Todesstrafe absehen. Er schlage deshalb vor, uns der Geheimen Staatspolizei zu überstellen, welche dafür sorgen werde, uns im nationalsozialistischem Sinne zu erziehen.

Das Gericht zieht sich zur Beratung zurück, kommt schon nach etwa fünf Minuten wieder. Hartmann gibt dann das Urteil bekannt: «Wegen des jugendlichen Alters der Angeklagten sieht das Standgericht von der

Todesstrafe ab. Die Angeklagten sind der Geheimen Staatspolizei zu unterstellen. Sie werden einer nationalsozialistischen Erziehung unterworfen, anschliessend werden sie zur Wehrmacht einberufen, wo sie als gute Deutsche kämpfen und sich so ihren Platz im Grossdeutschen Reich sichern werden. - Die Sitzung ist aufgehoben.»

Diesmal werden wir in bedeutend besserer Verfassung ins Gefängnis zurückgeführt. Das Schlimmste ist nicht eingetroffen. Wie war das möglich?

*Am Spätabend des Montag 7. September 1942 wurden die 9 jugendlichen Postangestellten dem Standgericht erneut vorgeführt. Ohne dass weitere Zeugen vernommen wurden, erklärte Drach nunmehr wegen des jugendlichen Alters der Beschuldigten von der Todesstrafe abzusehen und beantragte für sämtliche Angeklagten die Strafe der Überstellung an die Geheime Staatspolizei. - Wie üblich gab das Standgericht dem Antrag statt und überstellte alle neun Angeklagten der Gestapo.-*

*Nach der Urteilsverkündung machte Hartmann den Verurteilten folgende zynische Bemerkung: «Ihr kommt jetzt zur deutschen Wehrmacht, in ihr werdet ihr euren Herrn finden, aber auch die Gelegenheit bekommen, euch ins Grossdeutsche Reich einzufinden und zu guten Soldaten der deutschen Wehrmacht zu werden!»*

*(Standgericht-Prozess, Seite 401).*

8. September.

Im Laufe des Tages werde ich von der Untersuchungsabteilung, der «Deutschen Abteilung» nach der Kriminalabteilung überführt. Dort mischt man die politischen unter die allgemeinen Strafgefangenen. Ich komme in einen in drei Zellen unterteilten Raum. Während des Tages sind die Zwischentüren offen, nur am Abend werden sie geschlossen. Der älteste Gefangene hat das Privileg, die Zelle beim Fenster zu belegen, der nächste sitzt im Mittelteil, während ich mich als Jüngster mit dem finsternen Teil bei der Eingangstür begnügen muss. Während des täglichen Spazierganges im Hof sehe ich verschiedene meiner Kollegen wieder. Oben auf dem Rempart bei der Michelskirche stehen viele Familienmitglieder oder Freunde der Inhaftierten. Trotz der beträchtlichen Entfernung versuchen sie, in den Gefangenen ihre Angehörigen wiederzuerkennen. Die meisten haben ja seit Tagen nichts mehr voneinander gehört.



Man gibt uns auch Arbeit zu verrichten. Ich werde mit anderen Mitgefangenen in eine Werkstatt geführt, wo wir lederne Patronentaschen auf-trennen müssen. Manche meiner Mitgefangenen kenne ich von der Stadt her, alle hatte der Streik hierher gebracht.

Mitte September.

Es vergeht ein Tag nach dem andern. Durch die tägliche Beschäftigung vergisst man, über die Zukunft nachzudenken. Doch von Zeit zu Zeit stelle ich mir trotzdem die Frage: Wo wird man uns hinstecken, denn es ist klar, dass wir hier nicht bleiben werden. Wir sind ja keine gewöhnliche Strafgefangenen.

Eines Tages, ich glaube es war der 24. September, werde ich nicht wie gewöhnlich zur Arbeit in die Werkstatt geführt, sondern man bringt mich ins Vordergebäude in die altbekannte Aufnahme. Dort ist viel Betrieb. Bekannte und unbekannte Gesichter sehe ich ringsherum. In der Kleiderkammer bekommen wir unsere abgegebenen Gegenstände zurück, einschliesslich des bei der Verhaftung vorgefundenen Geldes. Alles muss quittiert werden. Wir werden auf den Hof geführt, wo ein Autobus der Stadt Luxemburg wartet. Alles muss den Bus besteigen. Vorne steht ein SD-Mann in Begleitung eines Führers der Hitler-Jugend in Uniform. Der SD-Mann, bewaffnet mit Maschinenpistole, wendet sich an uns: «Dies ist keine Vergütungsfahrt. Alles bleibt auf seinem Platz. Wer einen Fluchtversuch unternimmt, wird unerbittlich niedergeschossen.»

Die Türen werden geschlossen, wir fahren aus dem Hof heraus, die Pragerstrasse hinauf, dann Richtung nach Osten. Wo führt man uns hin? Einige tippen auf Wittlich mit seinem grossen Gefängnis, andere haben von Wehrrüchtigungslagern gehört. Doch die meisten befürchten, dass die Fahrt nach Hinzert geht, in das berüchtigte KZ. Wir überqueren die Sauer bei Wasserbillig, es geht durch Trier, es taucht die Ortschaft Ruwer auf. Die Strasse dreht nach rechts, da steht auf einem Strassenschild: Hunsrückhöhenstrasse. Das ist ebenfalls die Richtung Hinzert, mit dem allen Luxemburgern bekannten Konzentrationslager. Doch plötzlich, am Ausgang der Ortschaft Ruwer, verlangsamt der Bus die Geschwindigkeit, dreht von der Hauptstrasse ab und hält nach einigen hundert Metern vor einem Barackenlager wie sie der Arbeitsdienst benutzt. Der Bus fährt in das Lager hinein, alles muss aussteigen. Wir sind am Ende der Reise. Eine neue Etappe beginnt.

Sämtliche Postler, die zusammen vor dem Standgericht standen, sind auch wieder in Ruwer vereint, mit Ausnahme von Armand Schroeder, dessen Leidensweg anders und viel schlimmer verläuft. Er wird nach vierzehn Tagen Haft im Grundgefängnis nach Hinzert verschleppt, an denselben Ort, wo wenige Tage vorher sein Bruder Jang erschossen worden war. Nach sechs Monaten verfrachtet man ihn nach Lublin in Polen in das Konzentrationslager Dabrowicza. Die Nazis stecken ihn in den berüchtigten Meckerer-Bautrupp, wo er bis Sommer 1944 verbleibt. Auch Venand Wor-meringer hat ein ähnliches Schicksal, es wurde ihm auch zum Verhängnis. Nach einiger Zeit in Ruwer bringt die Gestapo ihn ebenfalls nach Hinzert, von wo er später gleichfalls nach Lublin verschleppt wird. Dort stösst er zu Armand Schroeder, dessen Los er bis 1944 teilt. Er wird aus dem KZ entlassen, zur Wehrmacht eingezogen und ist seit der Zeit verschollen.

Getreu einem Versprechen und in dankbarer Erinnerung an die in enger Freundschaft zusammen durchlittenen Tage, bat ich einen von den Nichtpostlern, uns das Strafager Ruwer mit seinen Gefangenen im nachfolgenden Kapitel vorzustellen.

Roger Gaspard

## D'STROOFLAGER RUWER

Bei all dene Victimen, déi am bluddege September 1942 vun de Preisen erschoss, gefoltert, verhaft, deportéiert oder op soss eng Mannéier verfollecht a gepéngecht goufen, a vun denen an désen Erënnerongsdeg mat vollstem Recht geschwat a geschriwwé gët, bleiwt ëmmer e Grappvoll Jonge vun deemols net ernimmt. Vill Leit wëssen haut iwerhaapt nët, oder nët méi - an dobäi esouguer Leit déi et wësse missten - datt et déi jonk Lëtzebuurger Patriote gouf, déi sech op hir Mannéier géint d'Preise gewiert hun. Dat woren der vun dene Jongen, ëm déi et sech jo deemols beim Streik haaptsächlech gedréit huet: ëm déi éischt Wehrpflichteg vun de Joergäng 1920-1924.

Zu gläicher Zäit matt senge Veruerdnonge vum 30. August iwwer d'«Wehrpflicht» an d'«Staatszugehörigkeit», huet de Gauleiter eng «Anordnung über wehrpflichtige Jahrgänge in Luxemburg» erausgin, no



NSDAP Hitler - Jugend  
Befehlsstelle Luxemburg  
Der Leiter  
der Befehlsstelle

Luxemburg, den 24. September 1942

An

die Eltern des

Rüdiger G a s p a r t

Luxemburg-Merl

Weissdorfstr. 71

Ihr Sohn wurde vom Einsatzkommando der Sicherheitspolizei in Luxemburg heute der Befehlsstelle der Hitler-Jugend überstellt und ist anschließend in ein Erziehungslager der Hitler-Jugend abgewiesen worden.

Ich fordere Sie auf, am Freitag den 25. September 1942 bis 12 Uhr Vormittags einen Koffer mit nachstehend aufgeführten Gegenständen mit dem Namen Ihres Sohnes versehen in der Anmeldung der Befehlsstelle der Hitler-Jugend in Luxemburg, Prinzenring 11 abzugeben.

Wäsche für 4 Wochen,

festes Schuhwerk,

2 Betttücher,

Handtücher,

Beutel mit Toilettegegenständen,

Sportschuhe,

Sportthose,

Strümpfe

usw.



H i t l e r

*Hilber*

( Felden )

Hauptbannführer und

Adjutant des Chefs der Zivilverwaltung

deër sech all Lëtzebuenger vun de Joërgäng 1920 bis 1924 an der Zäit vum 1. bis de 15. September bei hiner «Ortspolizeibehörde» ze melden hätten.

De Landrat vun de Kreiser Dikrech, Gréiwemaacher an Esch an de Polizeidirekter vun der Stat Lëtzebuerg hun an den Zeitonge vum 7. respektiv 10. September eng «Bekanntmachung über die Erfassung der Jahrgänge 1920-1924 zum Wehrdienst» publizéiert, an deer d'Deg festgesat wore, wou déi jong Leit sech hu misse melden. Fir Gréiwemaacher an Dikrech wor dat an der Zäit vum 10. bis de 15. September an zwar je nom Ufankbuschtaw vum Familjennumm:

A - D, 10. September

E - J, 11. September

K - O, 12. September

P, S, Sch, St, 14. September

T - Z, 15. September.

Fir Esch wor d'Zäit vum 14. bis 18. September virgesin, fir d'Stat Lëtzebuenger d'Period vum 14. bis 22. September (och ëmmer je nom Ufankbuschtaw).

Wie bis dohin dësem «Gestellungsbefehl» nët nokomm wor, gouf verhaft. Schon den Empfank op dene verschildene Polizeireviere wor, je nodeem, méi oder manner häerzlech an d'Verhéier meeschstens och. Duerno koumen déi eng Jongen nach de selwechten Owend, déi aner den Dag drop, an de Prisong am Staaadgronn.

Et woren der nët vill déi sech nët gestallt haten. Et woren der emol keng oder knapps zwanzeg! A wéi mer äis, iwwert eng Woch méi spéit, virum Oftransport am Prisongshaff gesin an heemlech gezielt hun, du si méi wéi engem d'Tréinen d'Baken erfogelaf. Mir hate gemengt, d'Preisen hätten nët Polizisten a Gestapiste genouch, fir all déi heem sichen ze goën, déi sech nët stelle wëllten. Well viirdrun hat et jo ëmmer an iwwerall geheesch: Wann d'Preisen äis onbedéngt brauche fir hire knaschtege Krich ze wannen, da solle se och gefällegst äis heem siche kommen.

Et kann ce jo haut soën, et wir, véierzéng Deg nom Streik, onnëtz gewiescht fir den «Held» ze markéieren. Mir hun emol nët dodru geduecht. Mir wollten deemols absolut keng «Held» sin, a mir wëllen dat haut grad esou wéineg. Mir hun deemols nëmnen impulsiv dat gemat, wat mir fir richtig gehalen hun. - Mä datt et der knapps zwanzeg woren déi nët «gefollécht» haten, dat gouf engem ower e ferme Choc.



Louch d'Ursaach dovun bei dene bluttroude Plakater, déi nach iwwe-rall dorëmmer houngen, wor et wéint dem schreckleche physeschen a moraleschen Terror, wor et wéint der berechteter Angscht déi d'ganz Lëtzebuurger Vollek, an domat och all eis Komrode vun dene betraffene Joërgäng erfaasst hat? Et sief dann.

Eng ganz Rëtsch vu Jongen hate sech jo bei der Aféierong vum R.A.D. schon ewechgemat oder verstoppt. Dat wor ower och nach laang nët liicht. Fir déi meescht wor et vu vieren ganz onméiglech. Nëmmen déi wéinegst konnte sech et erlaben an et woënen, an da goung et och nach dacks nët richt aus. Wann d'Preisen esou een erwëscht hun, dann as et him nët gutt ergaangen. Mä d'Strofe woren nët esou haart wéi fir déi Vergehen, déi mat der «Wehrpflicht» ze doënen haten, wéi z.B. «Entziehung zur Wehrpflicht, Befehlsverweigerung, Selbstverstümmelung, Desertion, Überlaufen zum Feinde» asw. asw.

Datt mir 19 oder 20 Jongen (d'genee Zuel konnt hanneno ni méi festgestallt gin) deemolls nët erschoss goufen, dat as eppes wéi e Wonner. Mä et hat ower trotzdem nët vill gefeelt. Datt mir man Liewen dervu koumen, hu mer nët enger baarmhäerzeger Staut vum Gauleiter a senge Bluttseffer ze verdanken, mä enger kaler Rechnung vum Oberkommando vun der Wehrmacht selwer. Wéi äis den Här Aloyse Raths, Commissaire à la Résistance, gesot huet, geet dat ervir aus den Akten déi nom Krich zu Berlin fonnt goufen. Den O.K.W. huet sech nämlech dergéint gewiert, datt no dem Eklat, deen de lëtzebuergesche Generalstreik an der ganzer deemoleger fräier Welt eviirgeruff hat, elo och nach duerch Erschëisse vu Rekruten all denen anere «fräiwëllege» Rekrutierten Uleies géif gin fir Rebelliounen an anere Widerstand bannent der Arméi selwer. Dat wor nees eng Blamage weider fir de Gauleiter, an duerfir huet e versicht déi ganz Affär esou geheim ze hale wéi nëmme méiglech. Vun dene Verhaftongen as kee Wuert an d'Press komm, an et wouss kee Mënsch a keng Familjen wat mat dene Jonge geschitt wir oder geschéie géif.

Mä d'Preisen hun eng Léisong fonnt. Doranner wore se jo nët schlecht, si hate jo esouguer eng «Endlösung» fonnt fir d'Judden an anere «Untermenschen». Hei hat et sech ergin, datt se nach forzéng anere Jonge beim Streik verhaft haten, déi ower wéint hirem jugendlechen Alter vum «Standgericht» nët direkt zum Doud veruurtelt goufen. Et woren: 9 jonk Postbeamten, 3 jonk Resistenzler, 2 Studenten an 1 erwëschte Refraktär. Mat denen anere 19 (20) woren et am ganzen 34 Jongen. Genuch fir e

NSDAP Hitler-Jugend  
Befehlsstelle Luxemburg  
Der Leiter  
der Befehlsstelle

Luxemburg, den ..31.10.....1942  
Prinzenring 11

An  
die Eltern  
des Rüdiger Gaspart

B e s u c h e r m ä c h t i g u n g

Sie werden hierdurch ermächtigt, Ihren Sohn ..... im  
Hitler-Jugend-Erziehungslager .. Buxet ..... am  
31.10. oder 1.11.1942 zu besuchen.  
Diese Genehmigung erstreckt sich lediglich auf Obengenannte kann  
aber auf andere Personen ( im Höchstfalle 2 Personen ) übertragen  
werden.

Aus wichtigen Gründen des Verkehrs und der Unterbringung muss  
der oben angegebene Termin und die Zahl der Besuchsberechtigten  
strengstens eingehalten werden. Ein Besuch zu anderer als oben  
angegebener Zeit und von andern Personen ist nicht zulässig.

Der Leiter der Befehlsstelle



*Rüdiger Gaspart*  
( F e l d e n )

Hauptbannführer und Adjutant  
des Chef der Zivilverwaltung



Strooflager ze fëllen. An esou eent hate se och scho gläich prett. Et wor e fréiert RAD-Lager, dat fir d'lescht als Duerchgangslager fir lëtzebuergesch Émgesiedelter gedéngt hat, an et loug zu Ruwer, hanner Tréier, nët wäit ewech vun Hinzert. Si hun et ganz schimmeg eng Kéier «Wehrertüchtigungslager», dann erëm «Erziehungslager» genannt, mä a Wirklechkeet wor a sollt et e Strooflager sin.

De 24. September 1942 sin dun déi 34 jonk Lëtzebuenger Patriote vun der Gestapo mat engem Autobus vun der Stad Lëtzebuerg dohinner verschleeft gin. D'H.J. huet d'Lager vun der «Sicherheitspolizei» iwerholl, a preisesch Zaldote woren dohinner ofkommandéiert gin fir d'Lager ze bewaachen a fir äis ze striizen. Duerno eréischt sin d'Eltere vun de Jongen opgefuert gin, Gezei asw. bei der «Befehlsstelle der H.J.» zu Lëtzebuerg ofzegin. Spéiderhin goufe se dann endlech gewuer, wou d'Jongen internéiert woren, an si hu se och eng Kéier Sonndes nomëttes ausgangs Oktober duerfe besiche goën.

Dertéischend wore mer eng Kéier an d'Stad gefouert gin fir «gemuertert» ze gin. D'Musterung wor an der aler Kasär um hellege Geescht. (Dës Geleënheet huet dun eise Komrod, de Refraktär, benotzt fir sech aus dem Stéps ze maachen. D'Preisen hun en ni méi erëm kritt an e koum, no der Libération, mat Dekoratiounen als «ancien combattant de l'armée secrète belge» heem. Leider huet hien äis virun e puer Joer fir ëmmer verlooss.)

Den 1. November 1942 gouf d'Lager Ruwer opgeléist. D'Jonge vun de Joërgäng 1920-24 hu sech schon den aneren Dag an enger preisescher Kasär misste mellen, an déi aner, méi jonk, koumen entweder an den RAD oder op d'Buerg Stahleck.

Bal d'Halschecht vun dese Jonge sin am Krich gefall oder duerno un de Suite vum Krich gestuerwen, an haut sin der nëmme méi nach 18 vun hinnen um Liewen.

Zum Schluss sief nach eent bemierkt: Fir eng Parti vun de Prisonnéier aus dem Strooflager Ruwer as et nët bei der éischter «Befehlsverweigerung» vum 18. September 1942 bleiwen, mä se gouf spéider duerch d'Desertion aus der preisescher Wehrmacht op ne neits, ganz bewosst an nach méi staark konfirméiert.

Mir woren deemols jonk Lëtzebuenger, a Lëtzebuenger wollte mir sin a bleiwen. Mir hun äis gewiert, esou gutt wéi mir konnten, géint eng verhaassten Uniform, géint e friemen Okkupant, géint e verbriecheresche Regime, mä fir Fräiheet, Gerechtegkeet a Mënschlechkeet.

Mir hun äis ni gebretzt an an d'viischt Rei gequëtscht. Mir maachen dat och nach haut nët. Mä wann d'Wourecht an d'Tatsache vum September 1942 festgehale solle gin, dann duerfen d'Jonge vu Ruwer ower nët ganz iwwersin oder vergiess gin.

Gil Mandy

## Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei Hitler-Jugend, Gebiet Moselland (12) Befehlsstelle Luxemburg



Briefanschrift:  
**Luxemburg, Prinzenring 11**  
Fernruf 2211 und 2212

Bankkonto:  
Bank der Deutschen Arbeit,  
Niederlassung Luxemburg Nr. 6013  
Postcheckkonto Köln Nr. 63201

176000  
Luxemburg, den 30. Oktober 1942

Der Leiter der Befehlsstelle  
Fb./St.

Zahlen und Datum sind bei der Antwort stets anzugeben!

An die Eltern des  
Rüdiger Gaspert  
in Luxemburg-Merl  
Weissdornstrasse 71

Ich teile Ihnen mit, dass das Hitler-Jugend Erziehungslager  
in Ruwer/Trier am 1. November 1942 aufgelöst und Ihr Sohn  
an diesem Tage in das Erziehungslager Burg Stahleck bei  
Bacharach am Rhein überwiesen wird.



H e i l H i t l e r !  
In Vertretung:

( Feltes )

Geschäftsführer

Bei dienstlichen Schreiben fallen Höflichkeitsformeln weg.



**Lëscht vun de Prisonnéier aus dem Stroofflager  
RUWER**  
(sou wäit et bekannt as)

Numm, Virnumm, Uertschaft (1942)	verhaft	Déserteur
<b>Postbeamten:</b>		
1 ALFF Leo, Lëtzebuerg	gefall	?
2 DE JONG Jérôme, Iechternach	gefall	?
3 KONS Misch, Pollefermillen	gefall	?
4 SCHMIT Johny, Weimeschkiirch	gefall	?
5 SCHMITZ Metty, Mèrel	gest. un de Follegen vun der Misshandlung vun der Gestapo	?
6 WORMERINGER Vincent, Lëtzebuerg	gefall	désert.
7 GASPART Roger, Lampertsbierg		désert.
8 RETTEL Pir, Lëtzebuerg		désert.
<b>Reistenzler (LFL asw.):</b>		
9 BECKER Jang, Izeg	11.9.42	désert.
10 DEMY Louis, Bouneweg	11.9.42	désert.
11 EICHHORN Jemp, Bouneweg	4.9.42	
<b>Studenten:</b>		
12 LAHR Jang, Gréiwemaacher	1.9.42	désert.
13 STEICHEN Jos, Weimeschkiirch	1.9.42	désert.
<b>Refraktär:</b>		
14 GOTTAL Gaston, Huldang	4.9.42	désert.
<b>Zwangsrekrutéiert:</b>		
15 DEWANS Jemp, Clierf	18.9.42	?
16 FASSBINDER Jos, Biekerech	18.9.42	?
17 JUNIO Misch, Lëtzebuerg	17.9.42	?
18 MAJERUS Vic., Téiteng	18.9.42	?
19 MERENTZ Aloyse, Téiteng	18.9.42	?
20 MORES Jos, Monnerech	18.9.42	?
21 SPRANCK Jos, Gréiwemaacher	18.9.42	?
22 STOOS Charel, Bäerbuerg	18.9.42	?

23	ANDRE Metty, Lëtzebuerg-Gronn	14.9.42	?
24	BRIMEYER Nic, Lëtzebuerg	15.9.42	désert.
25	FONCK Johny, Beggen	16.9.42	désert.
26	FRITSCH Franz, Lëtzebuerg	16.9.42	désert.
27	GRAF Norbert, Hamm	16.9.42	
28	HUBERT Aloyse, Téiteng	18.9.42	désert.
29	MANDY Gil, Bouneweg	18.9.42	
30	MOOS Franz, Téiteng	18.9.42	
31	MULLER Metty, Téiteng	18.9.42	
32	POIRE Félix, Sennengerbierg	18.9.42	
33	SCHOETTER Nic, Hamm	18.9.42	

(sauf erreur ou omission)



**Der Präsident  
der Reichspostdirektion**

Paris, den 6. Oktober 1942  
Reichspostdirektion  
Postfach 56-60 · Empfänger 2021  
Verantwortlich für den Inhalt: Seite 20, 21  
Sonderausfertigung

III A 3

(Bitte in 3 Exemplaren übersenden, 2 Exemplare an den Empfänger)

An

den Briefträgeranwärter  
Herrn Rüdiger Gaspard  
zuzustellen durch das Einsatzkommando  
der Sicherheitspolizei

L u x e m b u r g

Dienstenthebung

Gegen Zustellungsurkunde,  
vereinfachte Zustellung.

Sie sind während des Ausnahmezustandes in Luxemburg am 4.9.1942 durch das Einsatzkommando der Sicherheitspolizei verpflichtet worden. Wegen Ihrer damit bewiesenen ablehnenden politischen Einstellung bieten Sie nicht mehr die Gewähr dafür, daß Sie jederzeit rückhaltlos die Pflichten erfüllen werden, die durch die Einrichtung einer deutschen Verwaltung in Luxemburg begründet sind.

Gemäß Art. 1 bzw. 21 des lux. Gesetzes über die Pflichten und Rechte der Staatsbeamten vom 8.5.1872 (Memorial 1872) in Verbindung mit § 1 der Verordnung über Maßnahmen auf dem Gebiete des Beamtenrechts vom 31.3.1941 (VBl. f. Lux. S. 186) kündige ich Ihnen im Einvernehmen mit dem Chef der Zivilverwaltung das Dienstverhältnis als Briefträgeranwärter. Sie sind mit Wirkung vom 5.9.1942 ab aus dem Dienst der Postverwaltung entlassen.

Auf Bezüge haben Sie vom 1. Oktober 1942 ab keinen Anspruch mehr. Mit Ihrer Entlassung endet gleichzeitig das Recht zur Führung der bisherigen Amtsbezeichnung und zum Tragen der Dienstkleidung.

In Vertretung

*Amny*

-58-

Der Präsident der Reichspostdirektion

III Lux 1

An Luxemburg

1) An den Herrn Präsidenten der RPD

Braunschweig

Abgabe eines luxemburgischen Beamten

Der Briefträger Justin Poos bei Postamt Luxemburg, geboren am 23.3.1915, verhaftet, hat Anfang September 1942 aus Protest gegen die Verordnung des Chefs der Zivilverwaltung in Luxemburg über die Staatszugehörigkeit und die Wehrpflicht in Luxemburg seine Mitgliedskarte zur volksdeutschen Bewegung zurückgegeben. Der Chef der Zivilverwaltung hat daraufhin die versetzungsgleiche Abordnung (Versetzung) mit Umzugsanordnung nach einem Ort in Mittel- oder Ostdeutschland angeordnet.

Poos wird beim Postamt Luxemburg im Briefabgangsdienst als Feinverteiler beschäftigt. Er ist ein fleißiger, gut befähigter Beamter, der sich in dem ihr zugewiesenen Arbeitsgebiet bis jetzt bewährt hat. Er ist in allen Dienstzweigen des einfachen Dienstes ausgebildet und auch für den Einsatz im mittleren Dienst bei einfachen Betriebsverhältnissen geeignet.

Ich bitte um eilige Prüfung und Mitteilung, ob Poos in Ihren Bezirk übernommen werden kann und zu welchem Postamt er g. P. versetzt werden soll.

X

X

X

X

2) An den Herrn Präsidenten der RPD

Magdeburg

Abgabe eines luxemburgischen Beamten (Wortlaut wie zu 1)

3) Wvl. bei III Lux 1

In Vertretung

-59-

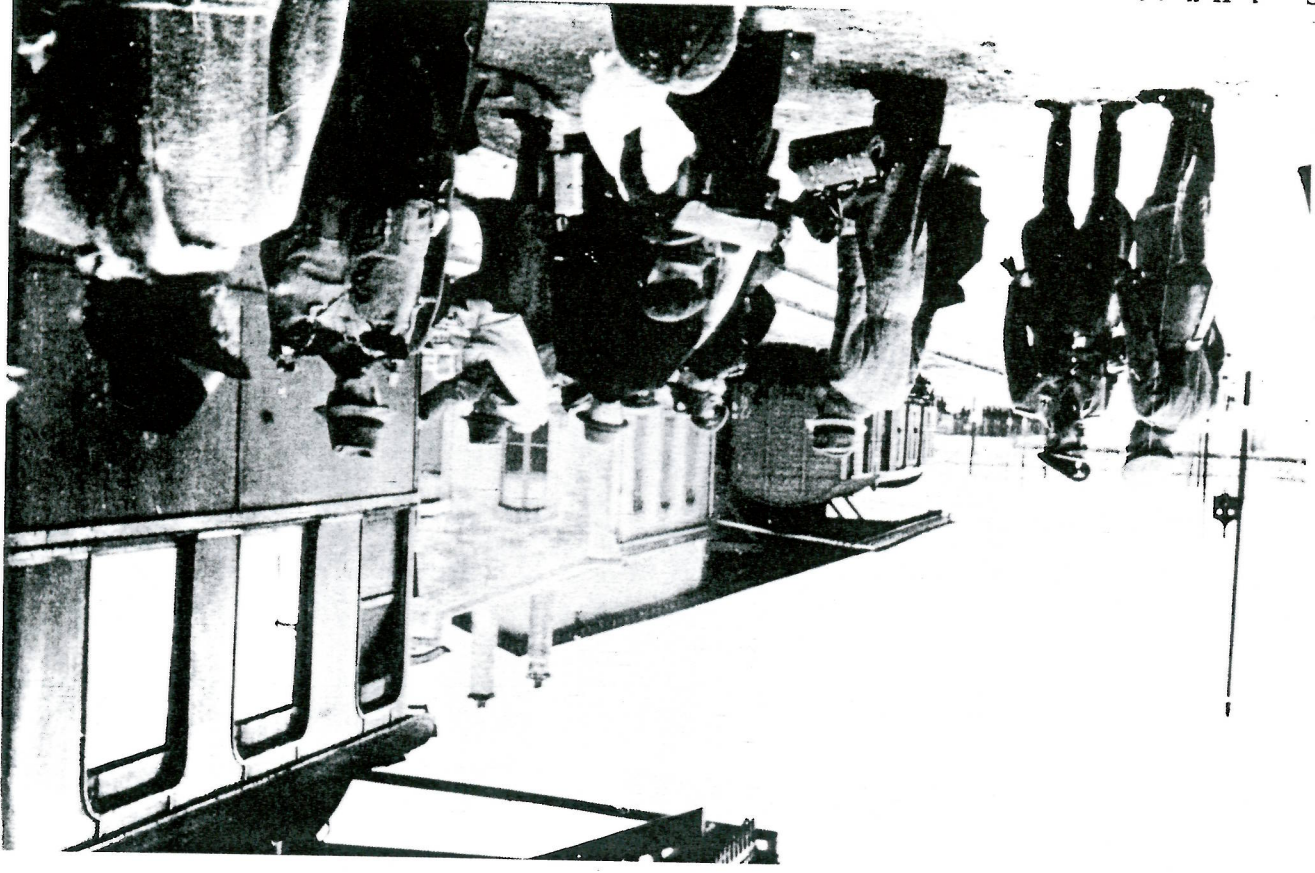


## Erënneronge vun deemools, September 1942

Ech wor 15 Joër al den 31. August 1942, wou de Streik ugefaangen huet, a sech en denen Deeg duerno duerch d'ganzt Land ausgebreed huet. Meng Mamm an ech woren zesumme matt ménger Schwëster a méngem Schwoër, dem Konzen Nicky, an engem Stot a hu gewunnt um Belair an der Franziskanerstrooss. Den 1. September koumen de Fournell's Roger an den Dansart's Albert ons et soën, datt d'Gestapo den Nicky verhaft an an d'Villa Pauly bruecht hätten. Weider si mir näischt gewuer gin. Den 3. September 1942 muerges hun ech als éischten déi feierrou Plakate matt den Doubesuertelen un de Litfasseile gesinn. Ech konnt et net gläwen a si séier heem gerannt, fir déi schrecklech Nuwell ze iwwerbréngen.

Et wor de schrecklechsten Dag, deen ech am Krees vu ménger Famill erliewt hun. Vun alle Säiten hu Famill a Frënn ons opgesicht fir ons ze tréischten. Et konnt een net réalisieren wat dat bedäite géif. Wéi mir spéider gewuer goufen, sin all déi, déi beim Streik an d'Villa Pauly koumen, schwéier malträtiéiert an dun no Hinzert bruecht gin. No enger kuerzer Zäit krut meng Schwëster déi perséinlech Saache vun hirem Mann geschéckt: Auer, Portefeuil, Rousekranz, Rénk an e gebrachene Brëll. Et wor fir ons eng grujhelech Zäit.

De 25. September 1942 um 6 Auer muerges huet et bei ons geschelt. (Mir wore préwenéiert gin duerch gudd Frënn.) D'Gestapo, 4 Mann héich, huet ons mattgedeelt, datt mir ëm 10 Auer no Schlesien ëmgesidelt géife gin. Bis dohin hätte mir Zäit, dat Néidegst anzepaken. Mir woren all wéi gelähmt. Ons Grousseltere woren op Besuch; och sie wollte se matthuelen, hun ower duerch Zourieden dovun ofgesin. Wat sollt een apaken, wor et fir e puer Méint, t'woussst een näischt. Zum Schluss wollt meng Mamm nach eng Ham matthuelen, mä ee vun der Gestapo sot zu hir: «Lassen Sie die hier, das finden Sie alles dahinten». A wat mengt dir, wat mir zu Leubus a Schlesien fonnt hun? En aalt kaalt Zëmmer an engem grousse Klouschter matt 5 Better iwwereneen an 10 Stréisäck. Zwou Valissen an zwou Poschen, dat wor alles wat mir konnte matthuelen. D'Wunneng ass versigelt gin a mir goufe matt eisem Gepäck bei d'Hollerecher Gar gefuer. Mir haten eng Extravoiture, déi ass un den Zuch no Koblenz ugehaange gin. Ons Grousseltere si mattgefuer bis op Waasserbëlleg, wou sie gewunnt hun. Sie stungen um Quai ze wénken. An hiren Aan huet alles sech erëmgespigelt wat sie dee Moment gefillt hun. Mir hun alleguer gekrasch. Ouni Courage wore mir, wéi den Zuch zu Waasserbëlleg iwwert



Gare de Hollerich





-62-

d'Bréck an d'Ongewëssheet gefuer ass. 't huet eng Famill sech un der anerer getréischt, jidderee woussst ze erzielen, a fir ee 15-jierege Bouf wor alles méi lïcht ze erdroë wéi z.B. fir meng Mann a besonnesch meng Schwëster. Mir woren zesummegepercht, 48 Leit, Jonk an Aal an och kleng Kanner. No zwéin Deg an och enger laanger Nuecht si mir zu Leubus a Schlesien ukomm.

Mir woren nët déi éischt, well mir si vu Lëtzebuerger op der Gar empfaange gin. Onsen Transport wor den drëtten. Zu Leubus wore mir bis den 20. Januar 1943. D'Wanderschaft ass virugaangen op Flinsberg bis den 20. Mä 1943. Vun do aus ass e speziellen Transport zesummegehallt gin no Marklissa matt nëmme Famije vun de Streikaffer. Do blouwe mir och nëmme véier Méint, an de 25.9.1943 si mir nees op Flinsberg komm, dës kéier nure vir zwee Méint. Do ass d'Geplënners erëm lassgaangen, an de 25.11.1943 bis de 15.6.1944 wore mir zu Boberstein.

Direkt no denen éischten Deportatiounen hu sech zu Lëtzebuerg Postjeën zesummegehoën, énnert dem Numm «FRIKONI», d'Ofkierzung vun FRICK, KOPS an NIMAX. Si hu Liewensmëttelen, Kleeder a Geld gesammelt duerch d'ganzt Land, hun Transporter zesummegeesat, a sin dacks ënner Liewesgefor an d'Lagere gefuer.

Dat wor eng Solidaritéit!

All dene «Liwweranten» vun deemools soën ech vun deser Plaz aus nach eng kéier VILLMOLS MERCI. Bekannt oder onbekannt, si hu matgeholllef d'Moral an de Fräiheetswëllen héich ze halen.

Vu Boberstein si mir de 15.6.1944 «lagerfräi» gin. Duerch gudd Frënn, déi zu Altenkirchen am Westerwald «dengschtverpflicht» woren, ënner anerem och mäi spéideren onvergïesleche Chef, die Knaf'e Charel, hu sie ons eng Aarbecht an eng Wunneng besuergt. Aus der ganzer Emgëgend hun d'Lëtzebuerger sech afontt zu Altenkirchen. De Molitor's Vic, spéideren Direkter vun onser Nationalloterie, de Wilmes'e Gorry an de Van den Bulcke's René, zwee Postjeën, de Ruppesch Albert, Polizist, den Daubensfeld's Neckel Gendaarm an de Paschtouer Theis'e Néckel deen zu Horhausen am Westerwald och «dengschtverpflicht» wor. Bei him hun all Lëtzebuerger ëmmer eng offen Dir fonnt. (De René Van Den Bulcke ass an d'Châmber gewielt gin, wor Châmberpresident an ass haut nach Députierten an Eirepresident.)

-63-



Zu Altenkirchen wore mir bis den 12.4.1945. No enger abenteuerelecher Fahrt sin de Paschtouer Nicolas Theis an ech, den 19.4.1945 nees zu Letzebuerg ukomm. Meng Mamm a meng Schwéster koumen ee Mount méi spéit, well si nèt transportfähig woren. No dreilandrésseg Méint Déportatioun si mir iwwer Waasserbälleg nees an onser fräier Heemecht ukomm.

Datt mir haut no 40 Joër nach nèt vergiess hun, dat kënnen all déi Lëtzebuerger verstoën, déi sech deemools zesummefonnt haten am Glaw un ons Fräiheet, déi mir verluer haten an nees erëmgewonn hun duerch de Streik vun 1942, wou e ganz Vollek opgestanen ass géint Onfräiheet an Diktatur.

MAX GOEBEL  
Déportatiounsnummer 051  
LETZEBUERG

É Kohn

Dobem

Do-bim wo' Ros' a' gins-ter-ble-ben rot' meis a' Mo'ns' Far-ze' viri'  
am' Bim mel' Kri-ten-Lo-ben-ge-ben' wo' gleeck'leeb' fo' all' Bier-ger' suv' Nat'  
Léin' eben' o' dat' ass' meng' Heemecht, wo' d' Vely' stët' un' der' Lëtzebuerg, dat' Lëtzebuerg  
ass' meng' Hei' - mecht' dat' Land' dat' ass' mei' Letze-burg

2

Denks du un all de' frédég Stonnen  
de' mir verbruecht hun do als Kand  
all eidel Drëm nu sin verschwonnen  
mir sin verschlön a frie'mem Land  
dohém, dohém wo' d'Rose ble'hen  
a mir nôt kann't hun Léd a Suerg  
Loss hém Herrgott ons ze'en  
bring du ons hém no Lëtzeburg

3

De krich nun endlech ass eriwier  
eröm sin dohém an onsem Land  
wiewiel vun Haus an Haff verdrüwen  
hun nôt gesinn' me' dat' sche'nt Land  
wës Gott wat all sie hun gelidden  
geblutt hun sie fir d'Hémechtsland  
haut ro'en sie a Fridden  
am sche'ne Lëtzeburger Land



## BEKANNTMACHUNG über die Erfassung der Wehrpflichtigen

Durch die Verordnung über die Wehrpflicht in Luxemburg vom 30. 8. 1942 und die Anordnung über wehrpflichtige Jahrgänge in Luxemburg vom 30. 8. 1942 ist für die männlichen Jugendlichen der Jahrgänge 1920 bis 1924 die Wehrpflicht eingeführt worden. Die Erfassung der Dienstpflichtigen an Hand der Wehrstammlblätter erfolgt in Luxemburg-Stadt in der Zeit vom 14. 9. bis 22. 9. 1942 nach folgendem Muster:

Meldepflichtig sind alle Angehörigen des Geburtsjahrganges 1920 sowie diejenigen Angehörigen der Jahrgänge 1921—1924, die seinerzeit für den Arbeitsdienst nicht erfaßt worden sind, z. B. weil sie ihren ständigen Aufenthalt im Altreich oder im Auslande hatten, inzwischen aber nach Luxemburg zurückgekehrt sind, sowie die Angehörigen der vorstehenden Jahrgänge, die 1941 als Freiwillige den Arbeitsdienst abgeleistet haben.

Die Erfassung erfolgt für Angehörige der vorstehenden Meldepflichtigen mit dem Anfangsbuchstaben

- A : am 14. 9. 1942 in der Zeit von 8—10 Uhr.
- B : am 14. 9. 1942 in der Zeit von 10—12 und von 15—18 Uhr.
- C : am 15. 9. 1942 in der Zeit von 8—9 Uhr.
- D : am 15. 9. 1942 in der Zeit von 9—10 Uhr.
- E : am 15. 9. 1942 in der Zeit von 10—12 Uhr.
- F : am 15. 9. 1942 in der Zeit von 15—18 Uhr.
- G : am 16. 9. 1942 in der Zeit von 8—10 Uhr.
- H : am 16. 9. 1942 in der Zeit von 10—12 und von 15—17 Uhr.
- J : am 16. 9. 1942 in der Zeit von 17—18 Uhr.
- K : am 17. 9. 1942 in der Zeit von 8—12 Uhr.
- L : am 17. 9. 1942 in der Zeit von 15—18 Uhr.
- M : am 18. 9. 1942 in der Zeit von 8—12 Uhr.
- N O : am 18. 9. 1942 in der Zeit von 15—18 Uhr.
- P Q : am 19. 9. 1942 in der Zeit von 8—10 Uhr.
- R : am 19. 9. 1942 in der Zeit von 10—13 Uhr.
- Sch : am 21. 9. 1942 in der Zeit von 8—12 Uhr.
- S St : am 21. 9. 1942 in der Zeit von 15—18 Uhr.
- T—V : am 22. 9. 1942 in der Zeit von 8—11 Uhr.
- W : am 22. 9. 1942 in der Zeit von 11—13 und von 15—17 Uhr.
- X—Z : am 22. 9. 1942 in der Zeit von 17—18 Uhr.

Da für die Gebiete Elsaß und Lothringen gleichfalls die Wehrpflicht eingeführt wurde, haben sich auch Angehörige der vorstehenden Jahrgänge aus diesen Gebieten zur Erfassung zu melden.

Ferner müssen sich diejenigen melden, die seit dem Tage ihrer stammlattmäßigen Erfassung innerhalb der Stadt Luxemburg umgezogen sind oder ihren Wohnsitz (dauernden Aufenthalt) hierher verlegt haben.

Für die Erfassung sind mitzubringen:

- a) die Geburtsurkunde;
- b) Unterlagen über die Abstammung (Urkunden über Eltern und Großeltern);
- c) Schulzeugnisse und Nachweise über die Berufsausbildung;
- d) das Arbeitsbuch (dieses hat der Arbeitgeber für diesen Zweck auszuhandigen);
- e) Ausweise für die Zugehörigkeit zur NSDAP, VdB und den Gliederungen (SA, HJ, NSKK, NSFK, DRK, TN, pp);
- f) Nachweis über den Besitz des Sportabzeichens, eines Kraftfahrzeugführerscheines usw.
- g) Nachweise über bisher abgeleisteten Arbeitsdienst (Arbeitspaß);
- h) Belege über bisher bereits abgeleistete Militärdienstzeit;
- i) 2 Paßbilder (in bürgerlicher Kleidung und ohne Kopfbedeckung).

Wer der Aufforderung zur Meldung nicht nachkommt, hat mit Strafen zu rechnen; auch können polizeiliche Zwangsmaßnahmen gegen ihn ergriffen werden. Soweit ein Dienstpflichtiger zur Zeit außerhalb seines Wohnortes weilt, hat er vorweg sich schriftlich und sofort nach Rückkehr persönlich zu melden.

Die Meldungen haben zu den festgesetzten Terminen in der Polizeidirektion, Zimmer 23 (Erdgeschob), zu erfolgen.

~~am~~ Gerh. P. ~~...~~



## BEKANNTMACHUNG

### über die Erfassung der männlichen Jugendlichen der Geburtsjahrgänge 1920 bis 1924 im Kreise Esch-Alz. für den Wehrdienst

Auf Grund der Verordnung des Chefs der Zivilverwaltung in Luxemburg über die Wehrpflicht in Luxemburg vom 30. August 1942 und der Anordnung über wehrpflichtige Jahrgänge in Luxemburg vom 30. August 1942 — Verordnungsblatt für Luxemburg, Seite 253 — sowie der §§ 6 und 7 der Verordnung über das Erfassungswesen vom 15. Februar 1937 — Reichsgesetzblatt I, Seite 205 — wird hiermit folgendes angeordnet:

- I.) In der Zeit vom 14. bis 18. September 1942 werden alle Dienstpflichtigen erfaßt, die am 10. Mai 1940 die luxemburgische Staatsangehörigkeit allein oder neben einer anderen Staatsangehörigkeit besessen haben und  
1.) bis zum 31. August 1942 noch nicht mittels Stammblatt zum Arbeitsdienst oder Wehrdienst erfaßt worden sind, oder  
2.) seit dem Tage der Erfassung ihre Wohnung geändert haben. Hiernach haben sich folgende männlichen Jugendlichen zur Erfassung zu melden:
  - a) die freiwillig im Frühjahr 1941 in den Reichsarbeitsdienst eingetretenen Angehörigen der Geburtsjahrgänge 1920 bis 1924, die seinerzeit nur listenmäßig erfaßt worden sind,
  - b) sämtliche dienstpflichtigen Angehörigen des Geburtsjahrgangs 1920, die seinerzeit nur listenmäßig erfaßt worden sind,
  - c) alle Angehörigen der Geburtsjahrgänge 1921 bis 1924, die seiner Zeit aus irgend einem Grunde, z. B. wegen späterem Zuzug aus dem Altreich, zu den jeweiligen Stichtagen mittels Stammblatt überhaupt nicht erfaßt worden sind.
- 3.) Außerdem müssen sich nach der Anordnung des Chefs der Zivilverwaltung vom 30. 8. 1942 — Verordnungsblatt für Luxemburg, Seite 253 — diejenigen melden, die seit dem Tage ihrer stammblattmäßigen Erfassung innerhalb derselben Gemeinde umgezogen sind oder ihren Wohnsitz (dauernden Aufenthalt) nach einer anderen Gemeinde verlegt haben.
- 4.) Da auch im Elsaß und in Lothringen die Wehrpflicht eingeführt ist, sind die im Kreise Esch-Alzig wohnhaften Elsässer und Lothringer der Jahrgänge 1920 bis 1924 ebenfalls verpflichtet, sich zur Erfassung zu melden.

II.) Die im Abschnitt I (Ziffer 2 bis 4) genannten Dienstpflichtigen haben sich ohne weitere Aufforderung in der Zeit vom 14. bis 18. September 1942 persönlich bei der für ihren dauernden Aufenthaltsort zuständigen Ortspolizeibehörde (Armsbürgermeister) vormittags von 8 bis 12 Uhr zu melden und zwar die Angehörigen mit den Anfangsbuchstaben des Familiennamens

A—D am 14. September 1942,  
E—J am 15. September 1942,  
K—O am 16. September 1942,  
P—S, Seh, St, am 17. September 1942,  
T—Z am 18. September 1942.

III.) Bei der Meldung sind alle Personalpapiere (z. B. Geburtschein, Abstammungsnachweise, Schulzeugnisse und Nachweise über die Berufsausbildung, Arbeitsbuch, Nachweise über Zugehörigkeit zu Formationen usw., Kraftfahrzeugführerschein, Nachweise über geleisteten Arbeitsdienst oder/aktiven Wehrdienst) sowie 2 Paßbilder in der Größe 37x52 mm mitzubringen (bürgerliche Kleidung ohne Kopfbedeckung, keine Profilaufnahme). Dienstpflichtige, die vorübergehend abwesend sind, haben sich zunächst schriftlich und nach ihrer Rückkehr unverzüglich persönlich zu melden.

IV.) Dienstpflichtige, die ihrer Anmeldepflicht nicht oder nicht pünktlich nachkommen oder den Vorschriften dieser Bekanntmachung sonst zuwiderhandeln, haben strengste Bestrafung zu erwarten. Auch können sie mit polizeilichen Zwangsmaßnahmen zur Anmeldung angehalten werden.

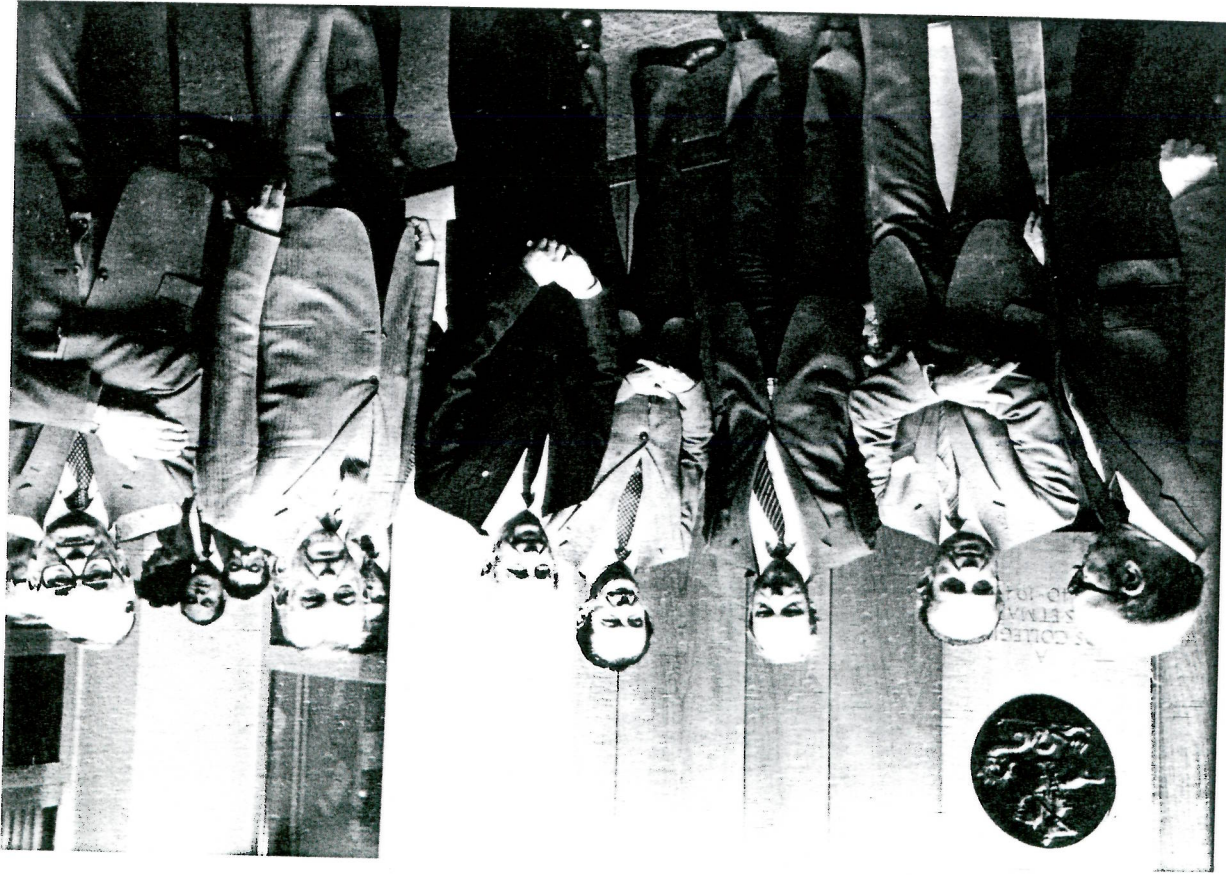
Esch-Alzig, den 9. September 1942.

Der Landrat des Kreises Esch-Alzig

M. a. V. L. Da Jung







NICKY KONZ  
 commis des postes, Letzeburg, vun  
 de Preisen erschoss zu Hinzert,  
 den 5. September 1942, 28 Joer al



JANG SCHREDER  
 facteur, Letzeburg, vun de Preisen  
 erschoss zu Hinzert, de 4. Sep-  
 tember 1942, 28 Joer al

VUN DE PREISEN ERSCHOSS





EUGÈNE MERGEN

expéditionnaire, Letzeburg, zu  
Do'd gepéngt am KZ Berlin-  
Moabit, den 21. November 1942,  
51 Joer àl



HENRI SCHEER

Postagent, Beïgen, zu Do'd ge-  
péngt am KZ Mauthausen, den  
51. Mé 1944, 50 Joer àl



FRANÇOIS SCHOCKWEILER

facteur, Veianen, zu Do'd ge-  
péngt am KZ Neu-Gammern, am  
Januar 1943, 25 Joer àl



ALPHONSE SCHUSTER

Telegraphenarbechter, Letzeburg,  
zu Do'd gepéngt am KZ Eschers-  
hausen, de 14. März 1945,  
55 Joer àl



LÉON ALF

cand.-facteur, Letzeburg, gefall  
zu Neberdskajewskaja, den 28.  
Juli 1942, 20 Joer àl



JEAN BAST

cand.-facteur, Wässerbëlleg, gefall  
zu Apilla (Nettuno), den 9. Fe-  
bruar 1944, 19 Joer àl



JÉRÔME DE JONG

cand.-facteur, Iechternach, gefall  
vrun Gorodok, de 24. Dezember  
1943, 19 Joer àl



NICOLAS HAAS

sous-percepteur, Rammerch, ge-  
fall als Milizmann bei Ro'dersen,  
den 18. Dezember 1944, 50 Joer àl

A M K - Z GESTUERWEN

FIR D'HEMECHT GEFALL





EMILE HERZOG

cand.-facteur, Grevenäcker ge-  
stuerwen am Lazarett zu Suwalki,  
den 9. Dezember 1945, 22 Joer äi



FRANCY JUNG

cand.-facteur, Wöltz, gefall zu  
Manderfeld, den 30. Januar 1945,  
25 Joer äi



JEAN JUNG

Telegraphenbeddter, Strössen,  
gefall zu Rukshimo (Newel), de  
4. Januar 1944, 21 Joer äi



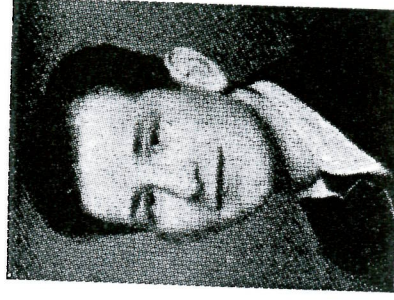
PIERRE KEMP

cand.-facteur, Beiler, gefall am  
Osten, den 10. Oktober 1945  
22 Joer äi



JEMPY KOHN

cand.-facteur, Dummeldeng  
gefall  
bei Kucovka, den 9. Februar 1944,  
21 Joer äi



JEMPY KONZ

cand.-facteur, Miersch, gefall zu  
Marjanawa, den 21. Oktober 1945,  
20 Joer äi



MICHEL KONS

cand.-facteur, Ietzeburg, senge  
Wonnen erlëen am Lazarett zu  
Idstein (Tannus), den 31. Jan. 1944,  
19 Joer äi



ALBERT LICKES

cand.-facteur, Kël, gefall zu  
Koblenz, bei engem Fliegerungreff,  
de 24. Abrül 1944, 25 Joer äi

FIR D'HEMECHT GEFALL

FIR D'HEMECHT GEFALL





HUBERT MANDER

Telegraphenarbeiter, Wöltz, gefall  
fall, am Ladogasee, den 22. Juli, 1945  
21 Joer äi



GÉRARD MERTEENS

cand.-facteur, Elwen, gefall zu  
Demeschkino (Newel), den 27.  
Dezember 1945, 25 Joer äi



ALEX PEIFFER

cand.-facteur, Ell, gefall zu Bagge-  
rowo (Kertsch), den 17. Nov. 1945.  
22 Joer äi



JANG SCHANEN

facteur, Letzeburg, gefall als Miliz-  
mann zu Schöffer, den 15.  
September 1944, 31 Joer äi



METTY SCHMITZ

cand.-facteur, Letzeburg, gestuer-  
wen durch d'Milithandlungen vun  
der Gestapo, den 25. Mé 1944,  
20 Joer äi



CHRISTOPHE SCHOLTES

cand.-facteur, Hengescht, gefall  
am Ofter, den 5. Juli 1945,  
22 Joer äi



JANG SCHWAB

facteur, Letzeburg, gefall bei  
Wengerohr, bei engem Flieger-  
ugreif, den 28. August 1944,  
40 Joer äi

FIR D'HEMECHT GEFALL

FIR D'HEMECHT GEFALL





JOSEPH USELDINGER

cand.-facteur, Duclem, gefall bei  
Insterburg, den 20. Januar 1945,  
19 Joer ál



EUGÈNE WEYDERT

Telegrafenanrechter, Waldbëlleg  
gefall d'üüdr Granatsplitter zu  
Waldbëlleg, den 1. Januar 1945,  
26 Joer ál



RENÉ WILHELMY

cand.-facteur, Waller, gefall bei  
Newel, den 8. März 1944, 21 Joer ál

FIR D'HEMÉCHT GEFALL